

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/38/EEC/Add.13
21 décembre 1998

(98-5131)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT
de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les programmes de subventions de l'**Espagne**.

ESPAGNE

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Administration centrale	3
1. Pêche.....	3
- Programmes cofinancés	3
- Aide en faveur d'armateurs et d'hommes d'équipage touchés par la suspension des activités de pêche	4
2. Industrie et énergie	5
- Développement des secteurs économiques et sociaux de l'industrie agroalimentaire	5
- Ressources minières non énergétiques	6
- Plan d'économie d'énergie et d'utilisation rationnelle de l'énergie	7
- Aides à la construction navale	8
- Bonification d'intérêts sur les prêts pour la construction navale	9
- Initiative de soutien à la technologie, à la qualité et à la sécurité industrielles (ATYCA)	10
- Plan de R-D en faveur du secteur de l'aéronautique	12
- Aide fondée sur des programmes technologiques liés au Plan de modernisation de SEAT	13
3. Petites et moyennes entreprises	14
- Initiative de développement des PME	14
- Programme ARTE/PME	16
4. Aides en faveur de l'environnement	18
- Protection et amélioration de la qualité de l'environnement	18
5. Aides régionales	19
- Système d'incitations économiques régionales	19
Communautés autonomes	21

1. Pêche

Budget 1997 – Fraction de l'aide nationale cofinancée

Conformément au Règlement n° 3699/93 qui fixe les critères et les conditions des initiatives communautaires à finalité structurelle dans les secteurs de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation et de la commercialisation de leurs produits – IFOP – (Décret royal n° 798/1995 du 19 mai), les aides indiquées ci-après ont été mises en œuvre.

Indemnités compensatoires individuelles

147,3 millions de pesetas. Montants versés aux Communautés autonomes.

Aides pour le perfectionnement des techniques de navigation dans le secteur de la pêche

69,6 millions de pesetas. Le Fonds social européen contribue au financement de ces aides.

Promotion de l'aquaculture

200 millions de pesetas. Montants versés aux Communautés autonomes.

Plans d'aquaculture

90 millions de pesetas. Montants versés aux Communautés autonomes.

Restructuration et renouvellement de la flotte de pêche

- Construction – 235,4 millions de pesetas.
- Modernisation – 5,6 millions de pesetas.
- Immobilisation – 18,9 millions de pesetas.
- Immobilisation définitive dans le Pays basque – 1 135 millions de pesetas.
- Versements aux Communautés autonomes – 4 181 millions de pesetas.
- Immobilisation temporaire – 768,2 millions de pesetas. Dans le cadre de cette aide, 392,9 millions de pesetas ont également été versées à la Trésorerie générale de la sécurité sociale pour financer les aides aux hommes d'équipage en chômage saisonnier.

Réorientation de la flotte de pêche

- Associations temporaires d'entreprises – 491,9 millions de pesetas.
- Création de sociétés d'économie mixte – 2 360,3 millions de pesetas.

Retraites anticipées compensatoires résultant de la restructuration de la flotte de pêche

75 millions de pesetas ont été versées aux Communautés autonomes.

Aide en faveur d'armateurs et d'hommes d'équipage touchés par la suspension des activités de pêche

1. Titre du programme

Aide économique extraordinaire en faveur d'armateurs et d'hommes d'équipage touchés par la suspension des activités de pêche.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice 1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

En vertu de l'article 14 du Règlement n° 3699/93 du Conseil, on accorde les aides nécessaires aux armateurs et hommes d'équipage des chaluts à céphalopodes et à colins pêchant au large du Maroc dans le cadre de l'accord de pêche entre l'Union européenne et le Royaume du Maroc, en raison de l'arrêt saisonnier de la pêche décrété pour les mois de mars et avril 1997.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 20 mars 1997 (Journal officiel du 25 mars).

5. Forme de la subvention

Aides à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Armateurs et hommes d'équipage du secteur de la pêche.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Aide aux armateurs

768 190 000 pesetas

Nombre de navires

110

Aide aux hommes d'équipage

477 430 000 pesetas

Nombre d'hommes d'équipage

1 284

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} mars au 30 avril 1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce.

2. Industrie et énergie

Développement des secteurs économiques et sociaux de l'industrie agroalimentaire

1. Titre du programme

Développement des secteurs économiques et sociaux de l'industrie agroalimentaire.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promotion de la mise en œuvre de plans d'assistance technique et de gestion en faveur de secteurs économiques et sociaux de l'industrie agroalimentaire.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 4 juillet 1985 établissant les subventions pour les plans d'assistance technique et de gestion en faveur de l'industrie agroalimentaire.

5. Forme de la subvention

Subventions à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Associations d'entreprises du secteur de l'industrie agroalimentaire, associations de producteurs agricoles, syndicats de travailleurs de l'industrie agroalimentaire, associations professionnelles, fondations ou autres entités dont les objectifs ont un rapport avec l'industrie agroalimentaire.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total pour 1997: 92 000 000 pesetas.

8. Durée de la subvention

Spécifique, au moment où sont remplies les conditions préalables.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucun renseignement disponible ne permet d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce, probablement minimes.

Ressources minières non énergétiques

1. Titre du programme

Promotion de l'exploitation de ressources minières non énergétiques.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les activités de prospection, d'exploitation et d'enrichissement des minerais, ainsi que la recherche-développement dans ces domaines et, s'il y a lieu, la remise en état de l'environnement dans les sites ayant abrité des activités minières.

4. Fondement et législation

Ordonnance ministérielle du 8 avril 1997 (Journal officiel du 24 avril 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Peuvent bénéficier de ces subventions les entreprises, associations d'entreprises ou institutions ayant pour objet de promouvoir et de développer l'exploitation des matières premières minérales qui ne sont pas des sources d'énergie.

Les aides à l'investissement dans les exploitations minières accordées dans le cadre de ce programme sont limitées à des zones classées par la Commission de l'UE dans la catégorie à objectif 1, car elles sont destinées à promouvoir le développement régional.

Pour en bénéficier, les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale, et les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

1 009 millions de pesetas.

Pourcentage maximum: 20 pour cent des investissements ouvrant droit à subvention.

8. Durée de la subvention

Le programme a une durée de cinq ans et s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2001.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a aucune influence sur le commerce étant donné son faible montant par rapport à la dimension du secteur (chiffre d'affaires annuel compris entre 200 et 300 milliards de pesetas), et en raison du nombre élevé de bénéficiaires (54 entreprises).

Plan d'économie d'énergie et d'utilisation rationnelle de l'énergie

1. Titre du programme

Plan d'économie d'énergie et d'utilisation rationnelle de l'énergie.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, les transports et les édifices publics, promouvoir l'utilisation de sources d'énergie renouvelables comme l'énergie éolienne, solaire (thermique et photovoltaïque), l'exploitation de la biomasse et des résidus (urbains, industriels, forestiers et agricoles) et les petites unités de production d'énergie hydraulique (jusqu'à 10 MVA).

Le plan est conforme aux objectifs de la Loi n° 82/80 sur la conservation de l'énergie, et du plan national sur l'énergie qui fixe les objectifs en la matière pour la décennie 1991-2000.

4. Fondement et législation

Loi n° 82/80 sur la conservation de l'énergie et Ordonnance ministérielle du 6 février 1997, portant approbation des règles régissant l'octroi des subventions de ce programme pour la période 1997-1999 et appelant les candidatures pour 1997.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Peuvent bénéficier de ces subventions:

- les entreprises publiques ou privées;
- les groupes d'entreprises publiques ou privées;
- les copropriétés par étage ou par appartement;
- les institutions sans but lucratif;
- les sociétés locales;
- les personnes physiques dont les activités correspondent aux objectifs du plan;
- les communautés de quartier ou groupements de communautés de quartier qui présentent des projets intégrés visant à fournir des services à 150 logements au moins.

Avant le versement de la subvention, les bénéficiaires doivent produire la preuve qu'ils se sont acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale. Ils doivent également présenter des documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Pour l'exercice 1997, le montant total des subventions octroyées au titre de ce programme a été de 3 655 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Ce programme d'aides s'applique à la période 1997-1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Cette subvention étant destinée à tous les utilisateurs finals de l'énergie, elle n'a aucune influence sur le commerce.

Aides à la construction navale

- Primes à la construction navale

1. Titre du programme

Primes à la construction navale.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif fondamental de la politique communautaire et nationale est le maintien d'un secteur de la construction navale compétitif à l'échelon mondial.

Étant donné que, dans certains pays tiers, ce secteur continue de bénéficier d'aides et/ou de mesures qui faussent le jeu de la libre concurrence, les chantiers navals communautaires doivent, pour pouvoir soutenir la concurrence sur le marché international, disposer d'aides au fonctionnement (limitées à un plafond commun de 9 pour cent ou de 4,5 pour cent selon que la valeur du navire à construire est ou non supérieure à 10 millions d'écus) et à la restructuration (pour les investissements qui n'impliquent pas d'augmentation de capacité, la fermeture totale ou partielle d'installations et la recherche-développement).

4. Fondement et législation

Décret royal n° 442/1994 du 11 mars sur les primes et le financement de la construction navale, modifié par le Décret royal n° 1395/1995 et le Décret royal n° 1562/1997.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux chantiers navals constructeurs de navires à coque métallique de plus de 100 tonnes de jauge brute, à l'exclusion des bateaux de pêche depuis le 19 octobre 1997.

La subvention est accordée une fois que le contrat de construction ou de transformation a pris effet et les paiements correspondants sont effectués au fur et à mesure de la construction ou de la transformation du navire, sous réserve des dotations budgétaires annuelles correspondantes, si bien que les versements ont lieu avec un retard moyen de l'ordre de six mois à un an.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Subvention totale accordée en 1997:	27 048 millions de pesetas
Nombre de subventions accordées en 1997:	59
Subvention unitaire moyenne:	466 millions de pesetas.

Sur les 27 048 millions de pesetas, 13 365 millions correspondent à des aides au fonctionnement et 13 683 millions à des aides à la restructuration, comme il est indiqué au point 3.

8. Durée de la subvention

La durée du programme correspond à celle de la septième Directive, qui s'étend en principe jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OCDE et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1998.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ces subventions sont accordées dans le cadre de la septième Directive sur les aides à la construction navale qui s'applique à tous les pays membres de l'Union européenne. Cependant, les contrats obtenus par l'UE en 1997 pour la construction de navires représentent 14,4 pour cent du total mondial, alors qu'en 1996 le pourcentage était de 19,4 pour cent. Parallèlement, le pourcentage pour le Japon et la Corée est passé de 36 pour cent et 21,4 pour cent en 1996 à 39,1 pour cent et 27,5 pour cent, respectivement, en 1997. Ces subventions n'ont donc pas accru la part de l'Union européenne sur le marché mondial.

Bonification d'intérêts sur les prêts pour la construction navale

1. Titre du programme

Bonification d'intérêts sur les prêts pour la construction navale.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les mêmes objectifs que ceux qui sont décrits au point 3 de la section précédente.

4. Fondement et législation

Décret royal n° 442/1994 du 11 mars sur les primes et le financement de la construction navale, modifié par le Décret royal n° 1395/1995 et le Décret royal 1562/1997.

5. Forme de la subvention

Bonification d'intérêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La bonification est accordée, à concurrence de 3 points de pourcentage, aux armateurs nationaux ou domiciliés dans l'Espace économique européen et, depuis le 19 octobre 1997, aux armateurs domiciliés en dehors de l'Espace économique européen, à certaines conditions, sur les crédits consentis par les entités financières nationales ou étrangères.

La subvention est versée pour toute la durée du crédit (8,5 à 14 ans) sous réserve des dotations budgétaires annuelles, si bien que les versements ont lieu avec un retard de trois à neuf mois.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Subvention totale accordée en 1997:	62 721 millions de pesetas
Nombre de subventions accordées en 1997:	67
Subvention unitaire moyenne:	873 millions de pesetas
Délai de remboursement des prêts:	8,5 à 14 ans
Subvention unitaire moyenne annuelle (approximativement):	78 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

La durée du programme correspond à celle de la septième Directive qui, en principe, doit s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OCDE et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1998.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les observations formulées à la section A.9 sont valables pour cette section puisque la subvention implicite dans la bonification d'intérêts est retranchée du plafond commun de 9 pour cent ou de 4,5 pour cent selon que la valeur du navire à construire est ou non supérieure à 10 millions d'écus.

Initiative de soutien à la technologie, à la qualité et à la sécurité industrielles (ATYCA)

1. Titre du programme

Initiative de soutien à la technologie, à la qualité et à la sécurité industrielles (ATYCA).

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'Initiative ATYCA vise essentiellement consiste à renforcer les capacités technologique et d'innovation, ainsi que la sécurité et la qualité industrielles des entreprises espagnoles conformément à la politique définie par l'Union européenne concernant les aides à la recherche et au développement

technologiques. Elle vise également à incorporer la qualité et la sécurité dans les processus industriels.

L'Initiative ATYCA porte sur deux programmes principaux: le Programme de développement de la technologie industrielle (PFTI) et le Programme de la qualité et de la sécurité industrielles (PCSI).

4. Fondement et législation

Les aides accordées au titre de l'Initiative ATYCA sont régies par l'Ordonnance du Ministère de l'industrie et de l'énergie du 25 avril 1997 portant approbation des dispositions réglementaires applicables et de l'appel de candidatures pour les trois années de 1997 à 1999 en rapport avec cette initiative (Journal officiel du 6 mai 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires peuvent être: des entreprises et des entités publiques ou privées, des associations d'entreprises et des institutions sans but lucratif.

Chaque année, un appel de candidatures invite tous les bénéficiaires potentiels à présenter des demandes de subvention pour réaliser des projets dans les différents domaines technologiques. Les aides sont octroyées après un examen et une évaluation des demandes par un comité. Le montant de la subvention fixé par rapport aux coûts des projets ne peut dépasser les limites autorisées pour les aides publiques par les Directives de l'Union européenne.

Pour obtenir la subvention, le bénéficiaire doit s'être acquitté de ses obligations fiscales, de ses obligations envers la sécurité sociale, et doit présenter des documents attestant que l'activité a été effectivement réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Les subventions versées au titre de l'Initiative ATYCA en 1997 ont atteint 21 551 millions de pesetas, dont 16 305 millions de pesetas étaient à la charge du Programme de développement de la technologie industrielle.

8. Durée de la subvention

L'Initiative ATYCA est entrée en vigueur en 1997 et doit s'achever en 1999, et les subventions sont octroyées chaque année.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Étant donné que ce programme vise essentiellement à la promotion de la technologie et de la qualité industrielles, et que des entreprises appartenant à tous les secteurs industriels, y compris la construction, peuvent en bénéficier, l'effet de ces subventions sur le commerce est minime, d'autant plus que ces aides sont réparties dans la quasi-totalité du secteur industriel.

Note additionnelle

La majeure partie des subventions octroyées au titre de l'Initiative ATYCA est consacrée à soutenir des projets de recherche-développement, dans le cadre du Programme de développement de la technologie industrielle. De ce fait, les aides octroyées sont des aides ne donnant pas lieu à une action, conformément à l'article 8:2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Ces aides sont notifiées au titre de l'article 25 puisqu'elles ont été octroyées en 1997.

Plan de R-D en faveur du secteur de l'aéronautique

1. Titre du programme

Plan de R-D en faveur du secteur de l'aéronautique.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Projets de recherche fondamentale et de développement dans le domaine aérospatial.

4. Fondement et législation

Décision de la Commission déléguée du gouvernement pour les affaires économiques et accords de collaboration avec les entreprises.

5. Forme de la subvention

Avances remboursables.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Aux entreprises du secteur de l'aéronautique qui ont conclu un accord de collaboration. Les avances remboursables sont versées chaque année.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

4 164 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Ce plan de R-D s'étale sur cinq ans et prend fin le 31 décembre 1998.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme d'aide étant axé sur la recherche industrielle fondamentale, très antérieure à la commercialisation, il n'a aucun effet sur le commerce.

Note additionnelle

Ce plan, destiné à des projets de recherche fondamentale, est considéré comme un programme d'aides "ne donnant pas lieu à une action", conformément à l'article 8:2 a) de l'Accord SMC. Il est notifié au titre de l'article 25, puisqu'il a été appliqué en 1996.

Aide fondée sur des programmes technologiques liés au Plan de modernisation de SEAT1. Titre du programme

Aide fondée sur des programmes technologiques liés à l'exécution du Plan de modernisation de SEAT (1994-1997).

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les aides sont destinées à des projets d'innovation, de développement technologique et de formation de l'entreprise SEAT, filiale du groupe Volkswagen, dans le cadre d'un plan qui entraînera une réduction de 29 pour cent de la capacité de l'entreprise et une réduction de 5 pour cent de la capacité du groupe VW, au niveau communautaire.

4. Fondement et législation

Décision n° 96/257/CE de la Commission du 31 octobre 1995 relative aux aides octroyées par l'Espagne à SEAT S.A., filiale du groupe VW.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée exclusivement à l'entreprise SEAT qui devra justifier, devant les autorités espagnoles, de l'exécution de projets d'innovation, de développement technologique et de formation, pour obtenir le versement de cette subvention.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant de la subvention pour l'exercice 1997 s'élève à 9 601 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Le Plan de modernisation couvre la période 1994-1997, les subventions pouvant s'échelonner de 1995 à 1998.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Cette subvention n'a pas d'effet néfaste sur le commerce pour les concurrents de SEAT, car, d'une part, les conditions établies dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pour les aides accordées à cette fin (R-D; article 8:2 a)) sont remplies et, d'autre part, le Plan de

modernisation dans le cadre duquel s'inscrivent les aides prévoit une réduction de 29 pour cent de la capacité de production, ainsi qu'une réduction de l'emploi de 49 pour cent à l'achèvement du Plan, de sorte qu'à la fin de 1997, la capacité technique de SEAT ne dépassera pas 2 125 unités par jour, contre 3 000 unités par jour à la fin de 1993.

3. Petites et moyennes entreprises

Initiative de développement des PME

1. Titre du programme

Initiative de développement des PME; aides et actions de promotion.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'initiative de développement des PME comprend une série d'activités axées sur les petites et moyennes entreprises (PME) qui se concrétiseront dans les sous-programmes suivants:

3.1 Coopération interentreprises

But: Les aides publiques sont destinées à financer en partie les dépenses engagées par les sociétaires nationaux pour la conclusion d'accords de coopération ainsi que les activités pertinentes intégrées dans des plans de sensibilisation, de promotion et de dynamisation de la coopération.

Les activités considérées qui ne doivent pas conduire à des pratiques concurrentielles restrictives offriront des garanties de permanence et de stabilité, et seront axées sur la promotion et le soutien de la coopération interentreprises.

3.2 Promotion de services d'information

But: Les aides sont accordées pour faciliter les activités de collaboration entre les centres d'information qui, en s'appuyant sur des réseaux télématiques, encouragent et mettent en œuvre la prestation de services avancés d'information sur les entreprises.

3.3 Conception de produits

But: La réalisation par des entreprises de projets de conception de produits destinés, d'une part, à faciliter l'incorporation, le développement et l'intégration des technologies de conception dans les activités des entreprises qui touchent à la politique de produit, à la commercialisation et à l'identité de l'entreprise, et d'autre part à promouvoir auprès des entreprises et des consommateurs l'importance de la conception et de l'innovation en tant que moyens d'améliorer la concurrence interentreprises, et de les sensibiliser à cette question.

3.4 Financement

But: Faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux différentes sources de financement, faciliter la réalisation d'investissements, en réduire le coût et améliorer la structure économique et financière des entreprises.

3.5 Réseaux d'organismes intermédiaires de soutien à l'innovation

But: Assistance à des entreprises pour la réalisation de plans d'action ou la mise en route de projets, essentiellement de ceux qui visent à mettre en place les mécanismes de gestion de l'innovation ou à absorber des ressources technologiques ou à améliorer les processus d'apprentissage technologique internes dans l'entreprise.

Diffusion d'idées, d'expériences, de meilleures pratiques, de résultats et de techniques relatives à la gestion de l'innovation, y compris d'actions de formation conjointe dans ce domaine qui dynamisent les ressources humaines des PME et/ou des organismes intermédiaires.

Étude et mise en route de systèmes de surveillance commerciale technologique dans des secteurs d'intérêt qui aident à mieux formuler les stratégies et plans technologiques et commerciaux des PME.

Soutien à la réalisation d'études visant à introduire l'innovation dans la stratégie des organismes intermédiaires, et à les intégrer dans des organisations supranationales.

4. Fondement et législation

Décret royal n° 937/1997 du 20 juin 1997 (Journal officiel du 11 juillet 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Peuvent se prévaloir de ces aides, d'une manière générale, les petites et moyennes entreprises et les organismes intermédiaires.

Pour l'application du Décret royal, est considérée comme petite ou moyenne entreprise (PME) l'unité économique ayant une personnalité physique ou morale qui, au moment de la demande, remplit les conditions suivantes:

- a) employer moins de 250 travailleurs;
- b) avoir un chiffre d'affaires annuel de 40 millions d'écus au plus, ou un bilan consolidé de 27 millions d'écus au plus;
- c) être une unité dans laquelle des entreprises qui ne remplissent pas ces conditions n'ont pas une participation de 25 pour cent ou plus, sauf s'il s'agit d'entreprises publiques d'investissement, d'entreprises de capital risque ou d'investisseurs institutionnels, à condition que ceux-ci n'exercent pas de contrôle.

Pour l'application du Décret royal sont considérés comme organismes intermédiaires:

- toutes les organisations publiques, semi-publiques ou privées, quel que soit leur statut, dotées de la personnalité morale qui, sans but lucratif, fournissent habituellement des services de soutien aux petites et moyennes entreprises en réalisant des programmes communs d'assistance ou en offrant des services qui

contribuent à la promotion et à l'amélioration de la gestion des petites et moyennes entreprises;

- les organisations à but lucratif et dont le capital est majoritairement public, qui visent les mêmes buts;
- les organismes financiers, sauf les organismes de crédit, qui exercent des activités envisagées dans les programmes de soutien financier établis dans le Décret royal, ainsi que les organismes dont l'objet social consiste à octroyer des prêts participatifs aux PME, et/ou à prendre des participations dans le capital risque (les capitaux d'investissement) au moyen de leurs propres ressources ou de ressources externes gérées par eux.

Avant le versement de la subvention, les bénéficiaires doivent produire la preuve qu'ils se sont acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale.

Ils doivent également présenter des documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

10 161 millions de pesetas, répartis sur l'ensemble du territoire, conformément aux dispositions de l'article 153 de la Loi de finances générales, selon les termes dans lesquels celui-ci est rédigé dans la Loi n° 13/1996 du 30 décembre sur les mesures fiscales administratives et d'ordre social. Le montant total versé se compose d'engagements totalisant 7 091 millions de pesetas.

Répartition de l'engagement, par sous programme:

Coopération:	13,10%
Information:	17,23%
Conception:	31,34%
Réseaux d'innovation:	11,47%
Financement:	26,85%

8. Durée de la subvention

Le programme a une durée de trois ans, et s'appliquera jusqu'au 31 décembre 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Étant donné la finalité de ce programme d'aides, il n'y a aucun effet sur le commerce.

Programme ARTE/PME

1. Titre du programme

Programme ARTE/PME inclus dans le programme opérationnel de l'Initiative communautaire en faveur des PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider à financer des projets de services avancés de télécommunication présentant un intérêt pour l'ensemble des PME.

4. Fondement et législation

Ordonnance ministérielle du 31 juillet 1995 (Journal officiel du 21 août 1995).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Seules les entités publiques ou privées légalement constituées qui présentent des documents prouvant qu'elles ont des activités sans but lucratif peuvent être bénéficiaires.

Les zones prioritaires d'activités sont celles qui sont classées dans la catégorie à objectif 1 du FEDER.

Des aides sont également versées pour des activités effectuées dans les zones classées dans les catégories à objectif 2 ou 5-b, mais les montants versés sont beaucoup moins importants. Enfin, les montants restants sont alloués aux zones ne relevant pas du FEDER.

Pour bénéficier de ces aides, les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale, et les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a été réalisée et que les dépenses correspondantes ont été effectuées.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Subventions approuvées en 1997: 711 millions de pesetas.

Environ 70 pour cent de ce montant sont destinés à l'achat de l'équipement informatique (matériel et logiciel), à l'extension du logiciel selon les besoins et à l'acquisition de terminaux de télécommunication (modem, ordinateur individuel), le tout devant être utilisé par les PME. Le reste est destiné aux dépenses de communication et aux frais engagés aux fins d'études de viabilité, de promotion de l'utilisation des services avancés de télécommunication et d'assistance technique.

8. Durée de la subvention

Le programme ARTE/PME s'étale sur cinq ans. De nouveaux projets pourront être présentés jusqu'en juin 1999. Les projets subventionnés pourront prendre fin après cette date.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme d'aides n'a aucune influence sur le commerce: en effet, son montant est faible par rapport au volume des échanges, et les PME qui en ont indirectement bénéficié sont nombreuses (environ 3 600) et appartiennent à divers secteurs économiques, puisque le programme ne vise aucun secteur en particulier.

4. Aides en faveur de l'environnement

Protection et amélioration de la qualité de l'environnement

1. Titre du programme

443 D "Protection et amélioration de la qualité de l'environnement".

2. Période sur laquelle porte la notification

Année 1997 ... 370 millions.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Gestion et réutilisation d'huiles usées.

4. Fondement et législation

Ordonnance ministérielle du 30 octobre 1996 (Journal officiel du 8 novembre 1996).
Directive n° 75/439 de la CEE.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Personnes physiques et morales qui ont réalisé ou vont réaliser pendant l'exercice 1996 des activités de gestion d'huiles usées, conformément à l'Ordonnance ministérielle du 30 octobre 1996.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

15 pesetas/kg d'huile régénérée.

5 pesetas/kg d'huile transformée dans les centres de transfert ou d'élimination.

Ces montants sont augmentés de 10 pour cent lorsqu'on inclut les frais de transport entre les îles.

8. Durée de la subvention

Ouvrent droit à subvention les activités réalisées en 1996.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

En vertu de la Directive n° 75/439 de la CEE, des subventions peuvent être octroyées au titre des activités mentionnées afin de rémunérer les bénéficiaires pour les services rendus. Ces aides ne doivent pas être supérieures aux frais annuels qui ne sont pas couverts par ces entreprises, majorés d'un bénéfice raisonnable. Par conséquent, ces aides n'ont presque pas d'effet sur le commerce.

5. Aides régionales

Système d'incitations économiques régionales

1. Titre du programme

Système d'incitations économiques régionales.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement économique des zones les plus défavorisées. Les incitations régionales visent à stimuler l'activité des entreprises et à inciter ces dernières à s'implanter dans des zones préalablement déterminées, et ce pour réduire les disparités économiques sur le territoire national, répartir plus équitablement les activités économiques et renforcer le potentiel de développement endogène des régions.

4. Fondement et législation

Le fondement est le mandat donné par la Constitution espagnole qui, en son article 40.1, fait obligation aux pouvoirs publics de promouvoir les conditions propices à une distribution plus équitable du revenu entre les régions. Par ailleurs, l'article 138 dispose que l'État veille à l'établissement d'un équilibre économique, approprié et juste, entre les diverses parties du territoire espagnol.

Le programme se fonde sur les dispositions suivantes:

- la Loi n° 50/1985 du 27 décembre sur les incitations économiques régionales destinées à corriger les disparités économiques entre les régions;
- le Règlement approuvé par le Décret royal n° 1535/1987 du 11 décembre, modifié par le Décret royal n° 897/1991 du 14 juillet, par le Décret royal n° 302/1993 du 26 février, par le Décret royal n° 2315/1993 du 29 décembre et par le Décret royal n° 78/1997 du 24 janvier. Ce règlement a été approuvé par la Décision du 1^{er} juin 1987 de la Commission de l'UE;
- les 13 décrets royaux de délimitation des zones de promotion économique, et modifications successives apportées à quelques-uns d'entre eux.

5. Forme de la subvention

Subventions à fonds perdus, accordées en faveur d'investissements productifs et calculées en fonction de l'investissement approuvé par l'administration.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Une fois approuvé l'octroi de la subvention, les intéressés en sont informés individuellement par une décision les concernant individuellement, dans laquelle sont établies les données de base du projet, parmi lesquelles figure le nom de l'entreprise bénéficiaire qui l'a demandée.

L'aide est versée une fois que la Communauté autonome concernée a établi un rapport attestant que le projet a été intégralement réalisé et que les conditions fixées dans la décision correspondante, préalablement acceptée par le bénéficiaire, ont été remplies dans les délais fixés. Les entreprises peuvent toutefois demander que le paiement de la subvention soit fractionné, mais à condition de produire des documents attestant qu'elles ont bien effectué la tranche d'investissement correspondante et de présenter des garanties suffisantes de bonne exécution finale.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Budget général de l'État pour 1997: 14 413 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Le programme restera d'application tant que subsisteront les disparités de développement entre les régions qui en ont motivé l'instauration.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

S'agissant des données statistiques qui permettent d'observer l'évolution des effets du programme d'aides sur le commerce, il convient de signaler que les subventions en question étant des subventions en capital destinées à l'investissement productif dans des régions défavorisées, on ne considère pas qu'elles mettent en cause le principe de la libre concurrence.

Communautés autonomes (Aides régionales)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
ANDALOUSIE.....	24
Programme d'aides à la modernisation de la technologie et de la structure des entreprises du secteur industriel.....	24
Programme d'aides à la promotion et au développement du secteur industriel	25
Aides en faveur des investissements d'infrastructure et d'équipement, dans le domaine de l'énergie	27
Aides à la promotion des coopératives	28
Régimes d'aides de l'Institut de développement de l'Andalousie.....	29
BALÉARES.....	32
Cadre normatif des aides aux secteurs du commerce, de l'industrie et des services	32
Programme opérationnel FONER II dans les zones rurales relevant de l'objectif 5B	34
CANARIES.....	36
Équipement des embarcations de pêche du littoral en moyens de radiocommunication	36
Subventions en faveur des investissements dans des projets de développement de l'artisanat	37
Subventions en faveur de projets de coopération interentreprises.....	38
Subventions en faveur de la promotion économique de l'artisanat des Canaries.....	39
Subventions en faveur de projets de développement industriel et de modernisation technologique	40
Projets en faveur des économies d'énergie, de la diversification des sources d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables.....	41
Projet Procasol	42
CANTABRIE.....	44
Fonds d'assistance en matière de réindustrialisation et d'organisation (FARO)	44
Incitations à la modernisation de l'industrie et des services (IRIS)	45
Subventions au secteur de l'artisanat de Cantabrie	46
Aide aux industries extractives	47
CASTILLE-LA MANCHE.....	49
Décret sur la compétitivité et les incitations à l'investissement en faveur des entreprises	49
Aides dans le cadre du programme RETEX	50

	<u>Page</u>
CASTILLE ET LEÓN	51
Subventions pour des projets consacrés aux économies d'énergie, à la substitution et à la diversification énergétiques, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables	51
Aides à l'investissement des entreprises. Mesures d'incitation territoriales	52
Mesures d'incitation régionales et territoriales	52
Subventions à l'investissement des petites et moyennes entreprises.....	53
Compétence des entreprises: audits d'entreprises, qualité et compétitivité.....	55
Subventions octroyées aux artisans et ateliers	56
Aides financières pour les opérations de crédit conclues par les PME.....	57
Aide accordée pour la réalisation de projets de développement technologique dans les PME	58
Aide à la création de services technologiques de soutien aux PME	59
CATALOGNE.....	61
Aide fondée sur des programmes technologiques liés au plan de modernisation de SEAT.....	61
Aides aux entreprises pour des projets de recherche-développement et d'innovation technologique	62
Aides du CIRIT et du CIDEM pour la réalisation de projets de recherche-développement avec le concours de titulaires d'un diplôme universitaire	62
Programme de promotion de la qualité	63
ESTRÉMADURE.....	65
Soutien à l'agro-industrie	65
Incitations à l'investissement des PME	66
Bonifications d'intérêts sur les prêts et opérations de crédit-bail pour les PME.....	67
GALICE.....	69
Subventions à fonds perdus en faveur de la coopération entre entreprises.....	69
MADRID	70
Plan directeur en faveur de l'innovation et de l'emploi	70
Diversification des activités et création d'emplois.....	71
Aide aux entreprises pour des projets de recherche-développement	73
MURCIE.....	76
Aides au financement des PME	76
NAVARRRE	77
Aides aux investissements destinés à lutter contre la pollution	77
Aides à la recherche et au développement technologique	78
Assainissement et redressement des entreprises en crise.....	78
Aides financières à l'investissement et à l'emploi. Bonification d'intérêts de prêts.....	79

	<u>Page</u>
PAYS BASQUE	81
Accès à la propriété de bateaux de pêche	81
Programme d'aides financières à l'investissement	81
Programme d'aides liées aux activités de recherche	83
Programme Ekimen d'aides économiques aux investissements productifs et industriels générateurs d'emplois	84
LA RIOJA.....	86
Promotion de l'investissement et de la modernisation des PME dans les zones en déclin industriel.....	86
Promotion de l'investissement et de la modernisation des PME dans les zones rurales.....	87
VALENCE.....	88
Aides à Ford España S.A.	88

COMMUNAUTÉ AUTONOME: ANDALOUSIE

1. Programme d'aides à la modernisation de la technologie et de la structure des entreprises du secteur industriel

1. Titre du programme

Programme d'aides à la modernisation de la technologie et de la structure des entreprises du secteur industriel.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- a) Création, modernisation et amélioration des infrastructures industrielle, technologique et énergétique du secteur industriel andalou;
- b) Mise en place et renforcement des conditions de sécurité et de qualité des matériels, procédés et installations industrielles de la Communauté autonome d'Andalousie.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 12 juillet 1995, réglementant un programme d'aides à la modernisation de la technologie et de la structure des entreprises du secteur industriel (Journal officiel du Conseil régional d'Andalousie n° 101, du 18 juillet 1995).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires de la subvention seront, de préférence, les petites et moyennes entreprises industrielles et les associations et entités à but non lucratif situées en Andalousie et ayant trait à l'industrie, qui réalisent des investissements visant à améliorer la compétitivité et la productivité des différents aspects de l'activité industrielle.

Ouvrent droit à subvention:

- les investissements visant à la rénovation ou à la modernisation des machines et du matériel de production;
- les investissements visant à stimuler l'innovation et le développement technologique;
- les investissements visant à améliorer le système de qualité industrielle;
- l'infrastructure, l'équipement et la promotion de l'utilisation par les PME des services de télécommunication de pointe;
- l'équipement et la rationalisation dans le domaine énergétique;
- la promotion de la sécurité industrielle;
- les diagnostics et études portant sur les entreprises.

Ouvrent droit à une subvention les investissements en actifs fixes d'un montant minimum de 5 millions de pesetas; le montant des aides accordées ne peut dépasser 30 pour cent de l'investissement, ni un plafond de 100 millions de pesetas. Pour ce qui est des dépenses courantes, le montant de la subvention peut atteindre 70 pour cent des dépenses engagées, le plafond étant de 10 millions de pesetas.

La composition de la Commission d'évaluation et les critères qu'elle applique sont publiés dans la même ordonnance.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total budgétisé pour l'année 1997 était de 100 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

1995-1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

2. Programme d'aides à la promotion et au développement du secteur industriel

1. Titre du programme

Programme d'aides à la promotion et au développement du secteur industriel.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser les investissements consacrés:

- a) aux procédés de transformation de produits primaires en produits de plus grande valeur ajoutée;
- b) à la réorientation ou au développement de produits industriels considérés comme nouveaux pouvant se substituer à des produits de fabrication déjà ancienne qui se heurtent, sur le marché, à la concurrence des pays en développement à main-d'œuvre peu coûteuse;
- c) à l'adaptation, à la mise au point et à l'acquisition des nouvelles technologies nécessaires pour atteindre les objectifs qui viennent d'être énoncés.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 4 décembre 1995, régissant un programme d'aides à la promotion et au développement du secteur industriel (Journal officiel du Conseil régional d'Andalousie n° 158, du 14 décembre 1995).

Aide de l'État n° 153/97. Espagne (Andalousie).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Peuvent bénéficier des subventions les entreprises industrielles existant déjà lors de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, établies en Andalousie, dont les projets ou les réalisations sont liés à des activités considérées comme ouvrant droit à subvention (investissements en moyens de production, actions associées à la phase de planification et d'investissement, à la phase de production, à des activités de recherche-développement).

Les montants varient en fonction de barèmes et de critères établis dans l'ordonnance, mais ne peuvent en aucun cas dépasser les pourcentages suivants:

- investissements en moyens de production: 30 pour cent au maximum de l'investissement en actifs fixes considérés comme ouvrant droit à subvention;
- actions associées à la phase de planification et d'investissement: 50 pour cent au maximum du coût des collaborations extérieures associées aux activités décrites ci-dessus comme ouvrant droit à subvention;
- actions associées à la phase de production: 30 pour cent au maximum de l'investissement en actifs fixes considérés comme ouvrant droit à subvention, et 50 pour cent au maximum du coût des collaborations extérieures nécessaires à la réalisation des activités incluses dans ce groupe et considérées comme ouvrant droit à subvention;
- actions associées à des activités de recherche-développement: 30 pour cent au maximum de l'investissement en actifs fixes (instruments et matériels) directement affecté au projet de R-D. En ce qui concerne les activités de recherche-développement, le montant maximum de la subvention est de 65 pour cent pour les projets de recherche fondamentale et de 35 pour cent pour les projets de recherche appliquée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Pour l'année 1997, le montant total budgétisé de la subvention était de 2 264 millions de pesetas, pour un total de 16 projets.

8. Durée de la subvention

1995-1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

3. Aides en faveur des investissements d'infrastructure et d'équipement, dans le domaine de l'énergie

1. Titre du programme

Aides en faveur des investissements d'infrastructure et d'équipement, dans le domaine de l'énergie.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables, l'amélioration du rendement énergétique et le développement de l'infrastructure de distribution de l'électricité en milieu rural.

4. Fondement et législation

Plan énergétique pour l'Andalousie (PLEAN 1995-2000), Programme opérationnel pour l'Andalousie 1995-2000 du MAC.

Ordonnance du 16 mai 1997, régissant l'octroi de subventions en faveur des investissements d'infrastructure et d'équipement dans le domaine de l'énergie (Journal officiel du Conseil régional d'Andalousie n° 66, du 10 juin).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

En ce qui concerne les aides à l'utilisation d'énergies renouvelables: les entreprises privées;

En ce qui concerne les aides à une utilisation plus efficace de l'énergie: les entreprises privées, de préférence celles du secteur industriel;

En ce qui concerne les aides à l'électrification en milieu rural: exclusivement les petites et moyennes entreprises de distribution de l'énergie électrique.

La subvention est versée au propriétaire de l'installation une fois l'investissement réalisé.

Le montant de la subvention ne peut dépasser 30 pour cent de l'investissement en actifs fixes, le plafond étant de 200 millions de pesetas par projet.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Il n'y a pas de montant unitaire de la subvention, les aides ne visant pas à favoriser le processus de production, mais à soutenir la création d'infrastructures et d'équipements dans le domaine de l'énergie.

Le montant budgétisé pour l'année 1997 était de 640 millions de pesetas, mais aucune dépense n'a été engagée pendant cette année, les demandes présentées au titre de l'Ordonnance du 6 mai 1997 ayant été enregistrées pendant les premiers mois de l'exercice 1998.

8. Durée de la subvention

Le soutien vise les réalisations ouvrant droit à subvention pendant la période 1997-1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention.

4. Aides à la promotion des coopératives

1. Titre du programme

Aides à la promotion des coopératives.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promotion et développement de l'activité des entreprises et du travail indépendant collectif dans le cadre de l'économie sociale et du développement du mouvement coopératif en Andalousie.

4. Fondement et législation

Décret n° 79/1995, du 21 mars, sur les mesures de promotion des coopératives (Journal officiel du Conseil régional d'Andalousie n° 70, du 13 mai).

Ordonnance du 5 mai 1995, portant application du Décret n° 79/1995, du 21 mars, sur les mesures de promotion des coopératives (Journal officiel du Conseil régional d'Andalousie n° 71, du 16 mai).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

Bonification d'intérêts.

Garanties financières.

Subventions remboursables.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions et aides à la promotion des coopératives peuvent être accordées aux entités suivantes:

- sociétés coopératives andalouses;
- sociétés anonymes à participation ouvrière;
- fédérations et/ou associations de coopératives et sociétés à participation ouvrière d'Andalousie;
- sociétés locales;
- personnes physiques menant à bien des actions dans le cadre des diverses mesures de promotion des coopératives.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Budget utilisé pendant l'exercice 1997: 3 592 366 473 pesetas; il était réparti entre les actions suivantes, qui correspondent aux deux groupes de programmes que comporte cette mesure:

1. Programmes de promotion des entreprises

	<u>Pesetas</u>
- subventions à l'investissement	1 750 792 473
- subventions remboursables	64 150 000
- bonification d'intérêts	164 800 000
- garanties financières	241 751 000
- indemnités de subsistance	202 100 000

2. Instruments de développement du mouvement coopératif et de l'économie sociale

	<u>Pesetas</u>
- écoles d'entreprises	422 500 000
- projets locaux d'économie sociale	74 265 000
- coopératives organisant des stages en entreprise	-
- jeunes diplômés	-
- actions communautaires	12 000 000
- formation	562 258 000
- milieux associatifs	30 000 000

8. Durée de la subvention

1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention.

5. **Régimes d'aides de l'Institut de développement de l'Andalousie**

1. Titre du programme

Régimes d'aides de l'Institut de développement de l'Andalousie.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Objectif régional: mise en route des instruments d'appui aux entreprises de l'Institut de développement de l'Andalousie (IFA), principal moteur de la poursuite du développement économique et social de la Communauté autonome d'Andalousie. La faiblesse structurelle du secteur des entreprises, constitué essentiellement de petites et moyennes entreprises ayant difficilement accès au crédit, justifie que l'administration publique donne son appui au démarrage, dans certains cas, et à la consolidation, dans d'autres, du secteur andalou des entreprises.

Par ailleurs, le taux de chômage élevé et le niveau de vie anormalement bas de cette région appellent un effort spécifique d'appui aux entreprises, pour contribuer à l'amélioration de la situation sociale en Andalousie.

4. Fondement et législation

Loi n° 3/1987, du 13 avril, portant création de l'Institut de développement de l'Andalousie.

Décret n° 122/1987, du 6 mai, portant approbation du Règlement de la Loi sur l'Institut de développement de l'Andalousie.

5. Forme de la subvention

Bonification d'intérêts.
Prêts.
Participations au capital.
Garanties.
Subventions.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les aides sont destinées à des projets d'entreprises comportant un investissement ou des opérations de refinancement de passif ou de financement de fonds de roulement liées à un investissement récent. Elles sont accordées à des entreprises qui réalisent des investissements en Andalousie. Les opérations d'exportation ne peuvent en aucun cas bénéficier de l'aide. Une fois déterminée, l'aide est accordée sous la forme d'une somme fixe.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Millions de pesetas

-	Bonification d'intérêts	4 670,13
-	Prêts	904,48
-	Participations au capital	211,00
-	Garanties	86,00
-	Subventions	10 385,71
-	TOTAL	16 257,32

8. Durée de la subvention

Le régime d'aides sera appliqué jusqu'au 31 décembre 1999; il existe, par ailleurs, des budgets annuels.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: BALÉARES

1. Cadre normatif des aides aux secteurs du commerce, de l'industrie et des services

1. Titre du programme

Cadre normatif des aides aux secteurs du commerce, de l'industrie et des services - Décret n° 29/1997, du 18 février, établissant le cadre normatif des aides aux secteurs du commerce, de l'industrie et des services des îles Baléares.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

a) *Aides de minimis:*

- investissements en actifs fixes et financement du fonds de roulement, pour les entreprises industrielles;
- investissements en actifs fixes et financement du fonds de roulement, pour les entreprises commerciales et de services;
- promotion des entreprises artisanales;
- promotion de la qualité et de l'esthétique industrielle;
- promotion commerciale des entreprises industrielles;
- création d'entreprises industrielles;
- transfert, installation ou extension d'entreprises dans des parcs industriels.

b) Aides prévues dans le cadre des directives de la Commission sur les PME:

- rénovation et modernisation de la structure de production;
- zone relevant de l'objectif 2.

c) Aides accordées dans le cadre d'autres directives de la Commission:

- développement technologique industriel.

4. Fondement et législation

Décret n° 29/1997, publié au Journal officiel de la Communauté autonome des Baléares n° 29, du 8 mars 1997.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus et bonification d'intérêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Peuvent bénéficier de la subvention toutes les petites et moyennes entreprises de commerce, d'industrie ou de services situées dans les îles Baléares, remplissant les conditions suivantes:

- a) avoir un chiffre d'affaires annuel qui ne dépasse pas 40 millions d'écus;
- b) employer moins de 250 travailleurs;
- c) ne pas détenir une participation supérieure à 25 pour cent dans une ou plusieurs entreprises ne satisfaisant pas aux deux critères ci-dessus.

À titre exceptionnel, des entreprises qui ne satisfont pas aux prescriptions ci-dessus mais dont les projets ont été acceptés par le Conseil du gouvernement pourront bénéficier de ces aides.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Subvention du budget de la Communauté autonome des Baléares, d'un montant de 811 761 455 pesetas.

Ce régime d'aides étant cofinancé par l'UE, les aides devront nécessairement correspondre à l'une des possibilités suivantes:

- a) pourcentage maximum: 80 pour cent, lorsque la subvention relève du décret *de minimis*; plafond de 100 000 écus en trois ans par bénéficiaire;
- b) pourcentage maximum: 15 pour cent; plafond: 200 000 écus;
- c) s'agissant de R-D, conformément aux directives de l'Union européenne, pourcentage maximum: 50 pour cent; plafond: 200 000 écus par bénéficiaire;
- d) en tout cas, s'agissant de la bonifications d'intérêts relatifs à un prêt, l'aide accordée respectera toujours la règle *de minimis*, énoncée au point a) ci-dessus.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce, étant donné le faible montant des aides et le grand nombre de petites entreprises qui en bénéficient.

2. Programme opérationnel FONER II dans les zones rurales relevant de l'objectif 5B

1. Titre du programme

Programme opérationnel FONER II dans les zones rurales relevant de l'objectif 5B - Décret n° 3/1995 établissant un régime d'aides en vue de l'exécution du programme opérationnel FONER II dans les zones rurales relevant de l'objectif 5B des Baléares.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aides à des activités et investissements de caractère productif.

Aides à des activités et investissements de caractère non productif.

Aides à la formation professionnelle et à la création d'emplois.

4. Fondement et législation

Décret n° 3/95, publié au Journal officiel de la Communauté autonome des Baléares n° 13, du 31 janvier 1995.

5. Forme de la subvention

L'aide représente un pourcentage du coût de l'investissement admis à en bénéficier.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises de production et entreprises commerciales, sur justification de l'investissement dont l'aide constituerait un pourcentage.

Les entreprises en question comprennent: les chefs d'entreprise individuels, les sociétés commerciales, les sociétés agricoles de transformation, les coopératives agricoles et toutes autres entreprises constituées sous l'une des formes juridiques prévues dans la législation en vigueur, de même que les organismes publics de caractère local. Toutes ces entités doivent satisfaire à chacun des critères ci-après:

- a) entreprendre un projet d'investissement à l'intérieur des zones rurales relevant de l'objectif 5B des Baléares en vue d'une activité ouvrant droit aux aides;
- b) employer 50 travailleurs au maximum, réaliser un chiffre d'affaires annuel inférieur à 800 millions de pesetas et présenter un bilan ne dépassant pas 320 millions de pesetas;
- c) être à jour dans le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale ou, à défaut, avoir obtenu un délai.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Subvention du budget de la Communauté autonome des Baléares, d'un montant de 110 580 702 pesetas.

Ces aides, qui sont cofinancées par l'UE, peuvent couvrir au maximum 30 pour cent du montant de l'investissement approuvé, dans la limite des plafonds ci-après, fixés pour chaque bénéficiaire:

- a) 7,5 millions de pesetas sur une période de trois ans pour chacun des types de dépenses suivantes:
 - dépenses d'investissement de toute nature, à l'exception de la R-D;
 - autres dépenses.
- b) 15 millions de pesetas sur une période de trois ans.
- c) 25 millions de pesetas pour toute la période d'application du programme opérationnel, sans que les plafonds indiqués ci-dessus puissent être dépassés.

8. Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucun effet sur le commerce, étant donné le faible montant des aides et le grand nombre de petites entreprises qui en bénéficient.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: CANARIES

1. Équipement des embarcations de pêche du littoral en moyens de radiocommunication

1. Titre du programme

Équipement des embarcations de pêche du littoral en moyens de radiocommunication
- Subventions, non cofinancées par l'Union européenne, en faveur de la modernisation ou de la reconversion de la flotte de pêche des Canaries et équipement des embarcations de pêche du littoral en moyens de radiocommunication.

2. Période sur laquelle porte la notification

Année 1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Installation d'équipements et de dispositifs et réalisation de certains types de travaux de rénovation sur les embarcations de pêche du littoral.

4. Fondement et législation

Texte de base: Décret n° 114/95, du 2 avril (Journal officiel des Canaries n° 64, du 24 mai 1996).

Texte communautaire: SG(95)6795, Aide n° 246/95 relative à la modernisation et à la reconversion de la flotte de pêche, du 30 avril 1995.

Appel de candidatures pour 1997: Ordonnance du 14 avril 1997 (Journal officiel des Canaries n° 56, du 2 mai 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Toute embarcation satisfaisant aux prescriptions, dans le cadre de la Communauté autonome des Canaries.

Pour pouvoir bénéficier des aides, il faut être à jour dans le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, et apporter la preuve que l'activité en faveur de laquelle la subvention est accordée a été menée à bien.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

30 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'influe aucunement sur le commerce.

2. Subventions en faveur des investissements dans des projets de développement de l'artisanat

1. Titre du programme

Subventions en faveur des investissements dans des projets de développement de l'artisanat.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser les investissements dans des projets de développement de l'artisanat dans les îles Canaries.

4. Fondement et législation

La subvention a été approuvée par la Commission européenne, sous réserve d'une règle *de minimis*.

Appel de candidatures pour 1997: Ordonnance du 31 mars 1997 (Journal officiel des Canaries n° 50, du 18 avril 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Artisans (personnes physiques) domiciliés aux îles Canaries qui investissent dans la création de nouveaux ateliers d'artisanat ou dans l'extension, l'amélioration et la modernisation d'ateliers d'artisanat existants, dans le cadre territorial de la Communauté autonome des Canaries.

Pour pouvoir bénéficier des aides, il faut être à jour dans le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, et apporter la preuve que l'activité en faveur de laquelle la subvention est accordée a été menée à bien.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

50 millions de pesetas.

Pourcentage maximum: 90 pour cent dans le cas d'investissements inférieurs à 700 000 pesetas, et 75 pour cent dans le cas d'investissements supérieurs à 700 000 pesetas.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'influe aucunement sur le commerce.

3. Subventions en faveur de projets de coopération interentreprises

1. Titre du programme

Subventions en faveur de projets de coopération interentreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser la coopération interentreprises sous forme de projets de caractère productif commercial, technologique ou d'investissement commun en biens de capital, propres à augmenter la compétitivité des entreprises.

4. Fondement et législation

Texte de base: Décret n° 231/93, du 29 juillet.

Texte communautaire: Aide de l'État n° 749/93, SG(94) D/2294, du 17 février.

Appel de candidatures pour 1997: Ordonnance du 19 mai 1997 (Journal officiel des Canaries n° 70, du 30 mai 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Petites et moyennes entreprises industrielles ou de services d'appui aux industries, qui projettent des activités de coopération tant nationale qu'internationale, dans le cadre territorial de la Communauté autonome des Canaries.

Pour pouvoir bénéficier des aides, il faut être à jour dans le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, et apporter la preuve que l'activité en faveur de laquelle la subvention est accordée a été menée à bien.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

20 millions de pesetas.

Pourcentage maximum: 50 pour cent.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'influe aucunement sur le commerce.

4. Subventions en faveur de la promotion économique de l'artisanat des Canaries

1. Titre du programme

Subventions en faveur de la promotion économique de l'artisanat des Canaries.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager et renforcer l'artisanat; favoriser l'organisation de cours de formation professionnelle, l'organisation de foires et d'autres activités de promotion commerciale; soutenir les initiatives des associations et, de façon générale, encourager les activités favorables à l'artisanat.

4. Fondement et législation

La subvention a été approuvée par la Commission européenne, sous réserve d'une règle *de minimis*.

Appel de candidatures pour 1997: Ordonnance du 12 mai 1997 (Journal officiel des Canaries n° 65, du 23 mai 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Artisans (personnes physiques) domiciliés aux îles Canaries, associations professionnelles d'artisans exerçant leurs activités dans la Communauté des Canaries, institutions publiques ou privées qui mettent en œuvre des projets d'appui à l'artisanat dans le cadre territorial de la Communauté autonome des Canaries.

Pour pouvoir bénéficier des aides, il faut être à jour dans le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, et apporter la preuve que l'activité en faveur de laquelle la subvention est accordée a été menée à bien.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

35 millions de pesetas.

Pourcentage maximum: 50 pour cent.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'influe aucunement sur le commerce.

5. Subventions en faveur de projets de développement industriel et de modernisation technologique

1. Titre du programme

Subventions en faveur de projets de développement industriel et de modernisation technologique, visant à en établir les bases pendant la période de validité du programme de subventions.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser les investissements des PME dans les Canaries.

4. Fondement et législation

Texte de base: Loi n° 50/85 relative aux incitations régionales – Programmes REGIS II, Action 2.IB.1.

Texte communautaire: Aide de l'État n° 199/96, du 31 juillet 1996 SG(96) d7014.

Appel de candidatures pour 1997: Ordonnance du 1^{er} juillet 1997 (Journal officiel des Canaries n° 87, du 7 juillet 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Petites et moyennes entreprises industrielles ou de services d'appui aux industries, existant ou à créer, ayant pour cadre d'activité la Communauté autonome des Canaries.

Pour pouvoir bénéficier des aides, il faut être à jour dans le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, et apporter la preuve que l'activité en faveur de laquelle la subvention est accordée a été menée à bien.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

1 189,5 millions de pesetas.

Pourcentage maximum: 50 pour cent.

8. Durée de la subvention

Indéterminée

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'influe aucunement sur le commerce.

6. Projets en faveur des économies d'énergie, de la diversification des sources d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables

1. Titre du programme

Projets en faveur des économies d'énergie, de la diversification des sources d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables - Subventions aux projets en faveur des économies d'énergie, de la diversification des sources d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Subventionner les études portant sur la viabilité de projets visant à permettre des économies d'énergie et la diversification des sources d'énergie utilisées, ainsi que les installations visant à une réduction de la consommation d'énergie et à l'amélioration de l'impact sur l'environnement dans les différents secteurs de la production.

4. Fondement et législation

Règle de base: Ordonnance ministérielle du 6 février 1997 (Journal officiel des Canaries n° 34).

Règle communautaire: Directives en faveur de l'environnement (94/C 72/03 publiées le 10 mars 1994) qui se rapportent de toute évidence à ce type d'aides.

Appel de candidatures pour 1997: Ordonnance du 16 mai 1997 (Journal officiel des Canaries n° 69, du 29 mai 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises privées ou publiques, personnes physiques, associations à but non lucratif, communautés de quartiers et corporations locales, dans le cadre de la Communauté autonome des Canaries.

Pour pouvoir bénéficier des aides, il faut être à jour dans le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, et apporter la preuve que l'activité en faveur de laquelle la subvention est accordée a été menée à bien.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

47 millions de pesetas.

Pourcentage maximum: 50 pour cent.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'influe aucunement sur le commerce.

7. Projet Procasol

1. Titre du programme

Subvention individuelle ou spécifique en faveur du projet Procasol.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir le marché de l'énergie solaire de basse température aux Canaries.

4. Fondement et législation

Les directives communautaires concernant les aides publiques en faveur de l'environnement (Directive n° 94/C 72/03 publiée le 10 mars 1994) portent précisément sur ce type d'aide.

Cette subvention entre dans le cadre du programme "REGIS II" (FEDER)

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée à des entreprises publiques ou privées des organismes sans but lucratif, des copropriétés et des sociétés locales établies dans la Communauté autonome des Canaries.

Pour en bénéficier, les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale, et les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a effectivement été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

47 millions de pesetas.

Pourcentage maximum: 50 pour cent.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a pas d'effets sur le commerce.

COMMUNAUTÉ AUTONOME DE CANTABRIE

1. Fonds d'assistance en matière de réindustrialisation et d'organisation (FARO)

1. Titre du programme

Fonds d'assistance en matière de réindustrialisation et d'organisation (FARO).

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif du programme est de fournir aux entreprises des aides temporaires. Ces aides sont là pour répondre à des problèmes sociaux importants et visent à résoudre un manque de liquidités à court terme ou une insolvabilité technique par l'octroi d'une aide adaptée à la situation financière de l'entreprise lui permettant de mettre en place un plan de redressement.

Ce programme prévoit également l'octroi d'aides à la restructuration répondant à des besoins de développement régional, requises pour le lancement d'un plan stratégique des PME industrielles prévoyant les ajustements nécessaires à la réorganisation et à la rationalisation des activités, y compris l'abandon de celles qui ne sont pas viables et le développement d'activités nouvelles ou une reconversion.

4. Fondement et législation

Décret n° 58/1997 du 6 juin régissant le Fonds d'assistance en matière de réindustrialisation et d'organisation (FARO).

5. Forme de la subvention

Les aides peuvent prendre la forme de prêts, de garanties de prêts ou d'une prise de participation ne pouvant pas dépasser 45 pour cent du capital.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires de ce programme sont les "petites et moyennes entreprises qui connaissent des difficultés de gestion" établies dans la Communauté autonome de Cantabrie.

Les entreprises ne satisfaisant pas aux critères indiqués plus haut concernant la taille de l'entreprise et le pourcentage de participation au capital social qui déposent une demande entrant dans le cadre du programme présentant un intérêt particulier pour la politique sociale ou industrielle de la région de Cantabrie pourront également bénéficier de la subvention, en vue de maintenir une structure de marché concurrentielle.

Par "petites et moyennes entreprises industrielles qui connaissent des difficultés de gestion" on entend les entreprises qui, en raison des derniers résultats obtenus, de problèmes de trésorerie, du faible potentiel de développement ou des faibles perspectives de bénéfices futurs, ne peuvent financer elles-mêmes la poursuite des objectifs pour lesquels sont prévues les aides du présent programme.

Pour bénéficier de l'aide, les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale, et les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a effectivement été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total budgétisé était de 500 millions de pesetas pour l'exercice 1997.

8. Durée de la subvention

Ce programme a une durée de quatre ans.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Au cours de 1997, dix entreprises ont bénéficié de l'aide au titre de ce programme et le montant initialement budgétisé a été entièrement utilisé.

2. Incitations à la modernisation de l'industrie et des services (IRIS)

1. Titre du programme

Incitations à la modernisation de l'industrie et des services (IRIS).

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir des activités en vue de la création de nouvelles industries, encourager la modernisation des moyens de production, soutenir et renforcer le marché de l'emploi, et aussi promouvoir la création d'entreprises d'appui à l'industrie axées sur la création, la conception, la production et la vente du produit industriel, sans oublier les impératifs de qualité et de protection de l'environnement.

4. Fondement et législation

Décret n° 19/1995 du 22 juin régissant le Fonds régional d'incitations (JOC du 30 juin). Aide approuvée par la Commission européenne par une lettre du 18 mai 1995 sous le n° 351/95 et modifiée par le Décret n° 19/1997 du 7 mars qui prévoit de remplacer le libellé précédent par "Incitations à la modernisation de l'industrie et des services, IRIS".

Ordonnance du 14 avril 1997 approuvant l'appel de candidatures pour les Incitations à la modernisation de l'industrie et des services (IRIS) pour 1998.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires peuvent être des entreprises industrielles, quelle que soit leur forme juridique, à condition qu'elles soient considérées comme des PME et les entreprises de services

d'appui aux entreprises dans les domaines de la gestion, des études de marché et des services communs des entreprises.

Pour bénéficier de la subvention, les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale, et les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a effectivement été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Pourcentage maximum: 40 pour cent

Montant total budgétisé: 468 480 000 pesetas

Investissements subventionnés: 3 249 741 805 pesetas

Nombre de demandeurs: 196

Nombre de bénéficiaires: 119

8. Durée de la subvention

Ce programme est prévu pour la période allant de 1995 à 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a pas d'effets sur le commerce le montant de la subvention étant faible par rapport à la dimension du secteur et son incidence directe sur le produit limitée. Les activités de commercialisation et de distribution sont exclues de ce programme d'aide. Cent dix-neuf entreprises ont été subventionnées.

3. Subventions au secteur de l'artisanat de Cantabrie

1. Titre du programme

Subventions au secteur de l'artisanat de Cantabrie.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les activités liées à la création de nouveaux ateliers d'artisanat et le développement et la modernisation des ateliers existants dans la mesure où ils permettent la création de postes de travail stables moyennant de faibles investissements et peuvent être à l'origine de la création d'entreprises ou d'activités industrielles.

4. Fondement et législation

Décret n° 97/1995 du 9 octobre, régissant les aides au secteur de l'artisanat, (Journal officiel de Cantabrie du 20 octobre) approuvé par la Commission européenne par lettre du 18 mai 1995.

Ordonnance du 13 mai 1997 du Département du tourisme, des transports et communications et de l'industrie approuvant et régissant l'appel de candidatures pour les aides à l'artisanat pour 1997.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires peuvent être des artisans indépendants et des entreprises d'artisanat qui répondent à la définition d'une PME, quelle que soit leur forme juridique, et les associations et groupements d'artisans ayant pour objectif la promotion et le développement des produits artisanaux.

Pour bénéficier de l'aide, les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale; les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est versée a effectivement été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Pourcentage maximum: 40 pour cent

Montant total budgétisé: 8 millions de pesetas

Subventions accordées: 7 625 786 pesetas

Nombre de demandeurs: 16

Nombre de bénéficiaires: 15

8. Durée de la subvention

Ce programme est en vigueur pour une période allant de 1995 à 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a pas d'effet sur le commerce le montant de la subvention étant faible par rapport à la dimension du secteur, et son incidence sur le produit limitée. Les activités de commercialisation et de distribution sont exclues de ce programme d'aide. Quinze entreprises ont été subventionnées.

4. Aide aux industries extractives

1. Titre du programme

Aide aux industries extractives et à l'exploitation des eaux minérales et/ou thermales.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les activités du secteur et les recherches géologiques permettant de trouver de nouvelles matières premières ou, le cas échéant, d'exploiter les réserves existantes.

4. Fondement et législation

Décret n° 59/1997 du 6 juin régissant les aides aux industries extractives et à l'exploitation des eaux minérales et/ou thermales, JOC du 13 juin 1997.

Ordonnance du 9 juin 1997 du Département du tourisme, des transports et communications et de l'industrie approuvant l'appel de candidatures pour l'aide aux industries extractives et à l'exploitation des eaux minérales et/ou thermales, JOC du 19 juin.

Il s'agit d'une aide "*de minimis*".

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont des PME dont l'activité est régie par la Loi sur le secteur minier et le règlement qui s'y rapporte, et situées sur le territoire de la Communauté autonome de Cantabrie.

Pour bénéficier de l'aide, les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale; les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est versée a effectivement été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Pourcentage maximum: 40 pour cent

Montant total budgétisé: 40 millions de pesetas

Subventions accordées: 18 826 447 pesetas

Nombre de demandeurs: 4

Nombre de bénéficiaires: 4

8. Durée de la subvention

Ce programme est en vigueur pour une période allant de 1995 à 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a aucun effet sur le commerce le montant de la subvention étant faible par rapport à la dimension du secteur et son incidence directe sur le produit limitée. Les activités de commercialisation et de distribution sont exclues de ce programme d'aide. Quatre entreprises ont été subventionnées.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: CASTILLE-LA MANCHE

1. Décret sur la compétitivité et les incitations à l'investissement en faveur des entreprises

1. Titre du programme

Décret sur la compétitivité et les incitations à l'investissement en faveur des entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Contribuer à la création, à l'adaptation ou, le cas échéant, à l'amélioration du tissu économique régional.

4. Fondement et législation

Décret n° 13/95 du Département de l'industrie et du travail.

5. Forme de la subvention

Aide à fonds perdus, et réduction des taux d'intérêt sur les prêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises industrielles et entreprises de services, et groupes d'entreprises, en particulier de PME, qui décident d'exercer ou exercent déjà des activités dans la région de Castille-La Manche.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Nombre de bénéficiaires: 1 313

Montant total budgétisé: 2 959 577 855 pesetas

Montant unitaire: 2 254 058 pesetas

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Cette aide étant principalement destinée aux PME qui se consacrent essentiellement au commerce intérieur, son incidence sur le commerce extérieur est quasiment nulle.

2. Aides dans le cadre du programme RETEX

1. Titre du programme

Aides en faveur de la diversification économique des régions d'implantation de l'industrie du textile et de l'habillement dans le cadre du programme RETEX.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser les investissements dans le secteur du textile et de l'habillement dans le cadre de l'initiative communautaire RETEX sur le territoire de Castille-La Manche.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 8 février 1995 du Département de l'industrie et du travail.

5. Forme de la subvention

Aide à fonds perdus, et réduction des taux d'intérêt sur les prêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises existantes, quelle que soit leur forme juridique, qui réalisent des investissements de 3 à 75 millions de pesetas, et associations d'entreprises qui mènent des activités dans ce secteur.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Nombre de bénéficiaires: 56

Montant total budgétisé: 384 230 749 pesetas

Montant unitaire: 6 861 263 pesetas

8. Durée de la subvention

Les aides sont accordées pendant la période allant de 1994 à 1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Cette aide étant destinée aux PME, son incidence sur le commerce extérieur est quasiment nulle.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: CASTILLE ET LEÓN

1. Subventions pour des projets consacrés aux économies d'énergie, à la substitution et à la diversification énergétiques, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables

1. Titre du programme

Subventions pour des projets consacrés aux économies d'énergie, à la substitution et à la diversification énergétiques, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Exploitation des ressources énergétiques locales (énergie solaire thermique, énergie solaire photovoltaïque, énergie éolienne, minicentrales hydrauliques, biomasse, énergie solaire passive), utilisation rationnelle de l'énergie (économies d'énergie, substitution des produits dérivés du pétrole), promotion des activités visant à mieux faire connaître les ressources énergétiques locales et à promouvoir leur utilisation.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 18 décembre 1997 du Département de l'industrie, du commerce et du tourisme.

5. Forme de la subvention

Subventions à fonds perdus, en fonction de l'investissement réalisé, plafonnées à 10 millions de pesetas.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises publiques ou privées, groupements d'entreprises.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 250 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée de la subvention

Annuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte de l'incidence de cette subvention sur le commerce.

2. Aides à l'investissement des entreprises. Mesures d'incitation territoriales

1. Titre du programme

Aides à l'investissement des entreprises. Mesures d'incitation territoriales.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître le potentiel de développement endogène de la région de Castille et León pour ce qui est des activités pouvant faire l'objet d'une promotion.

4. Fondement et législation

Décret n° 151/89 du 20 juillet 1989 du Conseil de la présidence et de l'administration territoriale du Département de l'économie et des finances et Ordonnance du 30 mai 1995.

5. Forme de la subvention

Subventions à fonds perdus représentant 40 à 50 pour cent du montant de l'investissement approuvé.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises qui mènent à bien des projets d'investissement permettant le développement des établissements déjà existants ou la création de nouveaux établissements dans la région de Castille et León.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

3 295 millions de pesetas

8. Durée de la subvention

Pluriannuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

3. Mesures d'incitation régionales et territoriales

1. Titre du programme

Subventions par octroi d'avances ou de crédits-relais dans le contexte des mesures d'incitation régionales et territoriales.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer la disponibilité des subventions à l'investissement afin que les bénéficiaires puissent en tirer parti dès le début du projet.

4. Fondement et législation

Décision du 5 mars 1997 du Conseil de direction de l'Agence pour le développement de Castille et León.

5. Forme de la subvention

Bonification d'intérêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cette subvention peut être accordée aux entreprises qui bénéficient de mesures d'incitation - mesures régionales régies par le Décret royal n° 570/1988 du 3 juin ou mesures territoriales - obtenues à la suite d'un appel de candidature publié par l'Administration générale de la Communauté de Castille et León pour ce type de mesures et qui, au moment où elles demandent cette aide, ont commencé à réaliser des investissements importants. Les entreprises qui transforment ou commercialisent les produits figurant à l'Annexe II du Traité de Rome ne peuvent bénéficier de cette aide.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 350 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée de la subvention

Pluriannuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

4. Subventions à l'investissement des petites et moyennes entreprises

1. Titre du programme

Subventions à l'investissement des petites et moyennes entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Incitation aux projets d'investissement dans de nouveaux établissements en Castille et León; agrandissement, modernisation, rationalisation ou restructuration des établissements existants qui contribuent à favoriser les investissements des entreprises et à les orienter vers des zones préalablement définies du territoire de Castille et León.

4. Fondement et législation

Décision du 14 novembre 1996 du Conseil de direction de l'Agence pour le développement de Castille et León.

5. Forme de la subvention

Subventions à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

PME, définies comme suit:

- employant moins de 250 personnes;
- dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'écus, ou le bilan 27 millions d'écus;
- dans lesquelles les entreprises qui ne remplissent pas ces conditions n'ont pas une participation supérieure à 25 pour cent, sauf s'il s'agit d'entreprises publiques d'investissement, d'entreprises de capital-risque ou d'investisseurs institutionnels, à condition que ceux-ci n'exercent pas de contrôle;
- l'investissement subventionné peut représenter entre 15 et 100 millions de pesetas, mais, lorsqu'il s'agit d'un projet d'investissement localisé dans des zones d'action spéciale, il peut représenter entre 15 et 300 millions de pesetas.

Les bénéficiaires doivent produire la preuve qu'ils se sont acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations en matière de sécurité sociale et qu'ils n'ont pas de dette échue envers la Communauté de Castille et León. De même, ils doivent par la suite justifier de la réalisation du projet pour lequel la subvention a été accordée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 2 313 536 000 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée de la subvention

Jusqu'au 31 décembre 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

5. Compétence des entreprises: audits d'entreprises, qualité et compétitivité

1. Titre du programme

Compétence des entreprises: audits d'entreprises, qualité et compétitivité.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

- a) Réaliser des audits complets d'entreprises (comprenant des critères en matière de qualité) qui permettent d'évaluer la situation de l'entreprise et de définir la stratégie à adopter.
- b) Mettre en place les mesures correctives nécessaires pour accroître la compétitivité, y compris celles visant à améliorer la qualité.

4. Fondement et législation

Décision du 5 mars 1997 du Conseil de direction de l'Agence pour le développement de Castille et León.

5. Forme de la subvention

Cette mesure prend la forme d'une subvention à fonds perdus qui peut représenter jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles approuvés, hors TVA. La subvention est plafonnée à 3 millions de pesetas.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les PME implantées en Castille et León appartenant aux secteurs d'activité ci-après, classés suivant la dénomination de la CNAE – 1993 (Décret royal n° 1560/1992 du 18 décembre):

- a) Industries extractives et manufacturières sections C) et D), à l'exception de la subdivision DA.
- b) Services; Division 72, 73 et 74 de la section K), à l'exception des catégories 7411, 7415 et 7481 et de la catégorie 9211 de la section O).
- c) Construction, section F.
- d) Hôtellerie, section H, à l'exception des groupes 55.3, 55.4 et 55.5.

Ne peuvent bénéficier de ces aides les secteurs d'activité entrant dans le champ d'application du Traité instituant la CECA, les secteurs de la construction et de la réparation de navires, le secteur des transports et ceux de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits figurant à l'Annexe II du Traité de Rome.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 265 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée de la subvention

Annuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

6. Subventions octroyées aux artisans et ateliers

1. Titre du programme

Subventions octroyées aux artisans et ateliers de Castille et León pour la promotion économique du secteur.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Amélioration de la compétitivité de l'artisanat, de façon que celui-ci puisse être pleinement intégré à la structure actuelle des entreprises, par le subventionnement de projets supposant des investissements, en Castille et León, dans de nouveaux ateliers, l'agrandissement ou la modernisation des ateliers existants, et la réalisation d'actions de promotion liées à l'activité visée qui contribuent à l'amélioration de la structure productive, à la commercialisation ou au perfectionnement professionnel en vue d'établir une stratégie de promotion économique de l'artisanat.

4. Fondement et législation

Décision du 5 mars 1997 du Conseil de direction de l'Agence pour le développement de Castille et León.

5. Forme de la subvention

Subventions à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Artisans et ateliers artisanaux répondant à la définition de la petite entreprise, c'est-à-dire:

- employant moins de 50 personnes;
- dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 7 millions d'écus, ou dont l'actif total net n'excède pas 5 millions d'écus;
- dans lesquels les entreprises qui ne remplissent pas ces conditions n'ont pas une participation supérieure à 25 pour cent, sauf s'il s'agit d'entreprises publiques

d'investissement, d'entreprises de capital-risque ou d'investisseurs institutionnels, à condition que ceux-ci n'exercent pas de contrôle; et

- présentant des projets techniquement, économiquement et financièrement viables, portant sur des investissements inférieurs à 15 millions de pesetas.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 170 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée de la subvention

Annuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

7. Aides financières pour les opérations de crédit conclues par les PME

1. Titre du programme

Aides financières sous forme de bonifications d'intérêts pour les opérations de crédit conclues par les PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Réduire le taux d'intérêt des opérations de crédit et de crédit-bail conclues par les PME pour des opérations d'investissement.

4. Fondement et législation

Décret n° 39/96 du 22 février 1996 du Conseil régional de Castille et León et Décisions du 19 avril, du 7 octobre 1996 et du 5 mars 1997 du Conseil de direction de l'Agence pour le développement de Castille et León.

5. Forme de la subvention

Bonifications d'intérêts pouvant aller jusqu'à 3 points du taux d'intérêt du prêt ou de l'opération de crédit-bail.

6. À qui et comment la subvention est accordée

PME dont les principaux établissements commerciaux sont situés en Castille et León.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 500 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée

Annuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

8. Aide accordée pour la réalisation de projets de développement technologique dans les PME

1. Titre du programme

Aide accordée pour la réalisation de projets de développement technologique dans les PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir la réalisation de projets de développement technologique en vue de favoriser l'intégration de l'innovation technologique dans les entreprises qui sont implantées ou vont s'implanter en Castille et León.

Les projets de développement technologique comprennent les activités suivantes:

- projets faisant intervenir un risque technique moyen et impliquant la mise au point et/ou l'amélioration de procédés et/ou de produits en vue de leur commercialisation;
- projets ayant pour objectif l'intégration et/ou l'adaptation créative de nouvelles technologies ou de technologies existantes;
- projets concernant la recherche préconcurrentielle supposant un risque technique élevé et dont les résultats ne peuvent pas être directement commercialisés.

4. Fondement et législation

Décision du 5 mars 1997 du Conseil de Direction de l'Agence pour le développement de Castille et León.

5. Forme de la subvention

Les mesures d'incitation prennent la forme d'une subvention à fonds perdus pouvant aller jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles approuvés.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont des petites et moyennes entreprises.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 300 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée de la subvention

Annuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

9. Aide à la création de services technologiques de soutien aux PME

1. Titre du programme

Aide à la création de services technologiques de soutien aux PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objet de cette aide est de faciliter la création d'un ensemble de services à l'usage des PME de Castille et León pour leur permettre de développer des activités technologiques.

4. Fondement et législation

Décision du 5 mars 1997 du Conseil de Direction de l'Agence pour le développement de Castille et León.

5. Forme de la subvention

La subvention est accordée pour permettre aux entreprises de faire appel aux services extérieurs suivants: préparation de demandes d'aide dans le cadre des programmes nationaux et/ou européens de soutien à la recherche-développement technologique (comme, par exemple, les demandes d'aide déposées auprès du Centre de développement de la technologie industrielle (CDTI), ou dans le cadre des programmes de soutien à la R&D mis en place par le Ministère de l'industrie et de l'énergie, du programme-cadre de R&D de l'Union européenne, du programme Euréka et d'autres programmes similaires), à la réalisation de bilans technologiques et/ou de plans d'action en matière d'innovations technologiques. Les mesures d'incitation prennent la forme d'une subvention à fonds perdus qui peut aller jusqu'à 70 pour cent du montant facturé par l'entreprise ou l'entité de conseil, après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA); les plafonds suivants sont appliqués:

- en ce qui concerne la préparation de demandes d'aide dans le cadre des programmes nationaux de soutien à la recherche-développement technologique, l'aide est plafonnée à 1 500 000 pesetas par activité;

- en ce qui concerne la préparation de demandes d'aide dans le cadre des programmes européens de soutien à la recherche-développement technologique, l'aide est plafonnée à 2 500 000 pesetas par activité,
- en ce qui concerne l'établissement de bilans technologiques, le plafond est de 1 500 000 pesetas par activité;
- pour l'élaboration de plans d'action en matière d'innovation technologique, le plafond est de 2 000 000 de pesetas par activité.

Une aide est également accordée pour inciter les associations sans but lucratif établies en Castille et León à mettre en place des services de promotion de la technologie comme par exemple: réalisation de bilans technologiques par secteur en vue d'identifier les PME de Castille et León ayant le potentiel pour mettre en place des projets de recherche-développement et/ou participer aux programmes nationaux et/ou européens de soutien à la recherche-développement dans les entreprises; création de bases de données concernant les entreprises qui innovent; mise en place d'activités de diffusion à l'intention des PME de Castille et León concernant la préparation de demandes d'aide dans le cadre des programmes nationaux et/ou européens de soutien à la R-D; autres activités similaires. Les mesures d'incitation prennent la forme d'une subvention à fonds perdus pouvant aller jusqu'à 100 pour cent des coûts approuvés. Le plafond par projet est de 16 millions de pesetas. Pour chaque association sans but lucratif, deux projets au plus pourront être subventionnés dans le cadre du présent programme.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont des petites et moyennes entreprises et des associations sans but lucratif.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un montant de 155 millions de pesetas a été budgétisé.

8. Durée de la subvention

Annuelle.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données statistiques disponibles ne rendent pas compte des effets de cette subvention sur le commerce.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: CATALOGNE

1. Aide fondée sur des programmes technologiques liés au plan de modernisation de SEAT

1. Titre du programme

Aide fondée sur des programmes technologiques liés à l'exécution du plan de modernisation de SEAT (1994-1997).

2. Période sur laquelle porte la notification

1996.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les aides sont destinées à des projets d'innovation, de développement technologique et de formation de l'entreprise SEAT, filiale du groupe Volkswagen, dans le cadre d'un plan qui entraînera une réduction de 29 pour cent de la capacité de l'entreprise et une réduction de 5 pour cent de la capacité du groupe VW à l'échelle communautaire.

4. Fondement et législation

Décision n° 96/257/CE de la Commission du 31 octobre 1995 relative aux aides octroyées par l'Espagne à SEAT S.A., filiale du groupe VW.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée exclusivement à l'entreprise SEAT qui devra justifier, devant les autorités espagnoles, de l'exécution des projets d'innovation, de développement technologique et de formation, pour obtenir le versement de cette subvention.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant des versements au cours de l'exercice 1997 a été de 105,7 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Le plan couvre la période 1994-1997, les subventions pouvant s'échelonner de 1995 à 1998.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Cette subvention n'a pas d'effet néfaste sur le commerce pour les concurrents de SEAT, étant donné que, d'une part, les conditions établies dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pour les aides octroyées à cette fin (R-D; article 8.2 a)) sont remplies, et que, d'autre part, le plan de modernisation dans le cadre duquel s'inscrivent les aides prévoit une réduction de 29 pour cent de la capacité de production, ainsi qu'une réduction de l'emploi de 49 pour cent à l'achèvement du plan, de sorte qu'à la fin de 1997, la capacité technique de SEAT ne dépassera pas 2 125 unités par jour, contre 3 000 par jour à la fin de 1993.

2. Aides aux entreprises pour des projets de recherche-développement et d'innovation technologique

1. Titre du programme

Aides aux entreprises pour des projets de recherche-développement et d'innovation technologique.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir de nouveaux projets de recherche fondamentale dans l'industrie, de recherche appliquée et de développement de produits technologiquement avancés, afin de stimuler l'innovation technologique

4. Fondement et législation

Décision du 24 mai 1995 (Journal officiel du gouvernement de la Communauté autonome de Catalogne du 5 mai 1995).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

PME ayant des installations de production en Catalogne.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Versements effectués: 182 613 576 pesetas.

8. Durée de la subvention

1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce en raison de son faible montant par rapport aux dimensions du secteur.

3. Aides du CIRIT et du CIDEM pour la réalisation de projets de recherche-développement avec le concours de titulaires d'un diplôme universitaire

1. Titre du programme

Aides du CIRIT et du CIDEM pour la réalisation de projets de recherche-développement avec le concours de titulaires d'un diplôme universitaire.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Contribuer à des recherches menées par des entreprises établies en Catalogne.

4. Fondement et législation

Décision du 19 juillet 1997 (Journal officiel du gouvernement de la Communauté autonome de Catalogne du 6 septembre 1995).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises ayant leur siège ou des installations de production en Catalogne.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Versements effectués: 28 100 000 pesetas.

8. Durée de la subvention

1995-1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce en raison de son faible montant par rapport à la dimension du secteur.

4. Programme de promotion de la qualité

1. Titre du programme

Programme de promotion de la qualité.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promotion de la qualité industrielle.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 26 mai 1992 (Journal officiel du gouvernement de la Communauté autonome de Catalogne du 26 juin 1992).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

PME ayant des installations en service en Catalogne.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Versements effectués: 57 798 756 pesetas.

8. Durée de la subvention

Jusqu'en 1997.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce en raison de son faible montant par rapport aux dimensions des secteurs considérés et du nombre important de bénéficiaires (458 entreprises).

COMMUNAUTÉ AUTONOME: ESTRÉMADURE

1. Soutien à l'agro-industrie

1. Titre du programme

Soutien aux agro-industries.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention a pour objectif la création, la modernisation, la technicisation et l'homologation des industriels agricoles d'Extrémadure et leur adaptation à un nouveau marché, le but premier étant de trouver des débouchés pour les produits et de garantir un bénéfice aux producteurs.

4. Fondement et législation

Décret n° 16/1993 du Conseil régional d'Estrémadure.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus et prêt bonifié.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires peuvent être: des entreprises, des associations d'entreprises ou des institutions ayant pour but d'améliorer la compétitivité d'entreprises existantes ou de créer des entreprises compétitives. Les aides à l'investissement sont limitées aux régions classées comme relevant de l'objectif 1 par la Commission de l'Union européenne, puisque les aides au titre de ce programme visent à encourager le développement régional.

Les demandeurs doivent s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale, et doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

La subvention n'a d'autres limites que les contraintes budgétaires et le fait qu'elle est réservée aux secteurs les plus sensibles.

Le montant maximum de subvention octroyé aux industries agricoles s'élève à 40 pour cent conformément au Décret n° 16/1993, auquel s'ajoute, le cas échéant, des bonifications d'intérêts.

8. Durée de la subvention

Ce programme a une durée indéterminée car son maintien en vigueur dépend du Conseil régional d'Estrémadure.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les données sont tirées des données sur la commercialisation des produits et font apparaître une lente progression des ventes et des exportations et une plus grande place des produits d'Extrémadure sur les marchés.

Définition de l'aide

1997

Soutien à l'agro-industrie

336 207 006 pesetas¹

Prêts aux PME assorties de bonifications d'intérêts

3 792 994 pesetas

2. Incitations à l'investissement des PME

1. Titre du programme

Incitations à l'investissement des PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître le potentiel de production de la région en stimulant la croissance de secteurs productifs spécifiques jugés prioritaires pour l'économie régionale.

4. Fondement et législation

Décret n° 74/1993 du 8 juin, Journal officiel d'Extrémadure du 19 juin 1993.

Décret n° 108/1996 du 2 juillet, Journal officiel d'Extrémadure du 9 juillet 1996.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires potentiels sont les PME qui réalisent des investissements sur le territoire d'Extrémadure dans les secteurs prioritaires indiqués dans le texte pertinent. La région est classée comme relevant de l'objectif 1 par l'Union européenne puisque les aides considérées sont financées au moyen de fonds du FEDER.

Pour pouvoir bénéficier de la subvention, l'entreprise devra s'être acquittée de ses obligations fiscales et de ses obligations envers la sécurité sociale. Elle devra en outre présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a été réalisée/exécutée.

¹ Décision en attente.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Les subventions accordées pendant la période considérée se sont élevées à 4 172 000 000 de pesetas. Le montant effectivement versé s'élève à 1 074 900 000 de pesetas et correspond aux montants autorisés pour l'exercice auquel se rapporte la notification et les exercices précédents.

8. Durée de la subvention

Comme cette mesure relève des programmes P.O. FEDER EXTREMADURA 1994/1999, la subvention va jusqu'au 31 décembre 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce étant donné la taille des entreprises auxquelles il s'adresse, son montant et le nombre de bénéficiaires. En 1997, 810 aides ont été accordées pour un total de 4 172 000 000 de pesetas, soit en moyenne 5 150 millions de pesetas par demande.

3. Bonifications d'intérêts sur les prêts et opérations de crédit-bail pour les PME

1. Titre du programme

Bonifications d'intérêts sur les prêts et opérations de crédit-bail pour les PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Établir des lignes de crédit à caractère préférentiel en vue de promouvoir et de soutenir économiquement et financièrement les PME.

4. Fondement et législation

Décret n° 11/1994 du 8 février, Journal officiel d'Estrémadure du 12 février 1994.

Décret n° 90/1994 du 14 juin, Journal officiel d'Estrémadure du 30 juin 1994.

5. Forme de la subvention

Bonifications d'intérêts sur des opérations conclues avec des entités financières.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires potentiels sont les PME qui réalisent des investissements sur le territoire d'Estrémadure dans les secteurs prioritaires indiqués dans le texte pertinent. La région a été classée comme relevant de l'objectif 1 par l'Union européenne.

Pour que la subvention lui soit versée, l'entreprise doit s'être acquittée de ses obligations fiscales et de ses obligations envers la sécurité sociale. Elle doit, en outre, présenter les documents attestant que l'activité à laquelle la subvention est destinée a été réalisée/exécutée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Les montants effectivement versés ont atteint 854 000 000 de pesetas, et correspondent aux montants autorisés pour l'exercice auquel se rapporte la notification et les exercices précédents.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce étant donné la taille des entreprises auxquelles il est destiné, son montant et le nombre de bénéficiaires. En 1997, des aides ont été versées pour près de 4 100 projets, pour un total de 854 millions de pesetas, soit en moyenne 0,2 million de pesetas par demande.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: GALICE

1. Subventions à fonds perdus en faveur de la coopération entre entreprises

1. Titre du programme

Subventions à fonds perdus en faveur de la coopération entre entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Mise en œuvre de projets à caractère productif commercial ou technologique ou de projets d'investissement conjoints en biens d'équipement mis en place par deux entreprises indépendantes ou plus, à l'échelon national ou international. Ces projets doivent favoriser les économies d'échelle, l'internationalisation et l'amélioration de la compétitivité.

4. Fondement et législation

Décret n° 309/1995 du 20 novembre (Journal officiel de Galice du 5 décembre 1995).

Ordonnance du 24 juillet 1996 (Journal officiel de Galice du 8 août 1996).

Ordonnance du 13 novembre 1996 (Journal officiel de Galice du 9 décembre 1996).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus destinée à financer les frais afférents à la conclusion d'accords ou de contrats, ou les démarches préalables (actes notariés, voyages, séjours, etc.).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Sociétés commerciales ou coopératives dont le siège, le domicile fiscal et le centre d'activité principal se trouvent dans la Communauté autonome de Galice, qui réalisent des activités visées par le programme subvention et qui correspondent à la définition des PME de l'Union européenne.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

La subvention peut couvrir jusqu'à 75 pour cent des frais couverts par le programme. Le plafond est de 16 millions de pesetas par entreprise et par projet.

8. Durée de la subvention

Il s'agit d'un programme d'une durée d'un an reconductible.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne possède pas de données permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: MADRID

1. Plan directeur en faveur de l'innovation et de l'emploi

1. Titre du programme

Plan directeur en faveur de l'innovation et de l'emploi.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention a pour objectif de promouvoir la recherche industrielle et préconcurrentielle menée à titre individuel ou en coopération, afin de conférer aux entreprises madrilènes une dimension transeuropéenne de façon à améliorer les conditions de compétitivité et de maintien des emplois et/ou de création d'emplois. Elle vise par ailleurs à encourager l'innovation industrielle et, dans certains cas, la création d'entreprises utilisant des technologies émergentes dans les secteurs des télécommunications, des économies d'énergie et de l'environnement.

4. Fondement et législation

Ordonnance n° 1335/1997 du 13 mai, au Département de l'économie et de l'emploi de la Communauté de Madrid (Journal officiel de la Communauté autonome de Madrid n° 124 du 27 mai 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention s'adresse, pour les projets de recherche industrielle ou de développement préconcurrentiel, à n'importe quel type d'entreprise; et, pour les autres projets, aux entreprises définies dans les Directives communautaires sur les aides d'État aux PME (DOCE n° C-213 de 1996).

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

444,6 millions de pesetas.

Le plafond est de:

- 50 pour cent pour les projets de recherche industrielle (+10 pour cent s'il s'agit de PME);
- 25 pour cent pour les projets de développement préconcurrentiel (+10 pour cent s'il s'agit de PME);
- 50 pour cent pour des projets d'innovation de PME;

- 15 pour cent pour des projets d'investissements corporels dans la création de petites entreprises utilisant des technologies émergentes;
- 7,5 pour cent pour des projets d'investissements corporels dans la création de moyennes entreprises utilisant des technologies émergentes.

8. Durée de la subvention

La durée du programme est de trois ans et va jusqu'au 31 décembre 2000.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce étant donné son faible montant par rapport aux dimensions du secteur industriel de la Communauté de Madrid, et le nombre élevé de demandes au titre du programme qui, en 1997, ont concerné 190 entreprises.

2. Diversification des activités et création d'emplois

1. Titre du programme

Programme de développement des zones rurales de Madrid relevant de l'objectif 5 b): Mesure n° 21. Diversification des activités et création d'emplois.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention a pour objectif de promouvoir des activités non traditionnelles en favorisant la diversification des revenus agricoles, le remplacement progressif des productions traditionnelles excédentaires et, enfin, en tirant parti du potentiel de commercialisation des produits transformés à forte valeur ajoutée que recèle la capitale.

4. Fondement et législation

Ordonnance n° 1088/1997 du 16 avril du Département de l'économie et de l'emploi (Journal officiel de la Communauté autonome de Madrid n° 97 du 25 avril 1997)

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires doivent remplir les conditions ci-après:

1. présenter un plan d'exploitation contenant des données sur la viabilité économique et la situation avant et après l'investissement;
2. s'engager à exercer l'activité pour laquelle ils demandent une aide pendant au moins cinq ans, à partir de la date d'octroi de l'aide;

3. s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total de la subvention pour 1997 a été de 41 163 108 pesetas.

Les plafonds sont les suivants:

Production agricole:

- 26,25 pour cent pour les immobilisations;
- 15 pour cent autres formes d'investissement;
- 33,75 pour cent pour les immobilisations (zones défavorisées);
- 22,50 pour cent pour les autres formes d'investissement (zones défavorisées).

Protection de l'environnement:

- 35 pour cent pour les immobilisations;
- 20 pour cent pour les autres formes d'investissement;
- 45 pour cent pour les immobilisations (zones défavorisées);
- 30 pour cent pour les autres formes d'investissement (zones défavorisées).

Plafond de l'investissement faisant l'objet de l'aide: 14 860 000 pesetas par poste de travail, avec un maximum de 29 720 000 pesetas par exploitation.

Activités complémentaires par rapport aux activités agricoles:

- 35 pour cent pour les immobilisations;
- 20 pour cent pour les autres formes d'investissement;
- 45 pour cent pour les immobilisations (zones défavorisées);
- 30 pour cent pour les autres formes d'investissement (zones défavorisées).

Le montant par bénéficiaire ne peut pas dépasser 50 000 écus (environ 8 millions de pesetas), pour un type de dépense déterminé pendant trois ans. Cette limite s'applique à l'ensemble des aides reçues pendant cette période par un même bénéficiaire, indépendamment de leur origine.

8. Durée de la subvention

Le programme va jusqu'en 1999.

L'Ordonnance qui régit la subvention concerne l'exercice budgétaire 1998.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce étant donné son faible montant par rapport aux dimensions du secteur.

3. Aide aux entreprises pour des projets de recherche-développement

1. Titre du programme

Programme d'"aides aux entreprises de la Communauté de Madrid pour la réalisation de projets de recherche et de développement technologique".

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'Ordonnance pertinente régit la procédure d'octroi, dans le respect des principes de publicité, de concurrence et d'objectivité des aides aux entreprises ou groupes d'entreprises, pour la réalisation de projets de recherche et d'innovation technologique, conformément aux objectifs ci-après:

- a) promouvoir la réalisation de projets d'initiative industrielle;
- b) intensifier la collaboration entre les universités et des centres de recherche et les PME de la Communauté autonome de Madrid;
- c) encourager à moyen terme la participation des PME de la région aux programmes nationaux et européens de recherche et de développement technologique.

Ces aides sont destinées à inciter les entreprises à effectuer des activités de recherche-développement, seules ou en collaboration avec des centres de recherche, conformément aux recommandations contenues dans le "cadre communautaire relatif aux aides d'État en faveur de la recherche et du développement". Journal officiel des Communautés européennes n° C45, du 17 février 1996 (n° 96/C 45/06).

4. Fondement et législation

Ordonnance n° 840/1997 du 16 avril, du Chef du Département de l'éducation et la culture de la Communauté autonome de Madrid (Journal officiel de la Communauté autonome de Madrid n° 95, du 23 avril 1997).

5. Forme de la subvention

Les aides sont régies par l'Ordonnance pertinente et prennent la forme de subventions.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Sont admis à bénéficier de ces aides les PME ou groupes de PME, tels qu'ils sont définis dans les Directives communautaires en vigueur, concernant les aides d'État aux PME (Journal officiel des Communautés européennes n° 96/C 213/04 du 23 juillet 1996).

Les PME ou groupes de PME qui bénéficient des aides prévues dans la présente Ordonnance devront remplir les conditions ci-après:

1. exercer leur activité et réaliser le projet sur lequel porte l'aide sur le territoire de la Communauté de Madrid;
2. s'être acquittés de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale ou, à défaut, avoir obtenu une remise ou un délai;
3. avoir une personnalité morale et avoir une capacité suffisante pour agir et ne pas être empêchés d'obtenir des subventions publiques ou de passer un contrat avec l'État, les Communautés autonomes ou d'autres entités publiques;
4. toutes autres conditions exigibles en vertu des règles de droit applicables.

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la Loi de finances de la Communauté de Madrid pour 1997, et compte tenu des caractéristiques des projets envisagés dans la présente Ordonnance, le versement des aides se fera à l'avance.

La procédure de versement de l'aide est subordonnée à la présentation d'une garantie bancaire à la Trésorerie générale de la Communauté de Madrid, pour un montant correspondant à la première annuité prévue pour la réalisation du projet et aux intérêts de retard, fixés conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi n° 9/90 du 8 novembre, qui régit les finances publiques de la Communauté de Madrid. Le délai prévu pour la présentation de la garantie et les modalités d'établissement doivent être communiqués dans la notification mentionnée à l'article précédent. La garantie bancaire doit avoir été agréée par la Direction de la recherche au plus tard le 15 novembre 1997.

La procédure de versement de la deuxième annuité est subordonnée:

- a) à la présentation avant le 15 octobre 1998 des documents justificatifs des activités et des dépenses réalisées dans le cadre du projet et à l'avis favorable de la Commission de gestion chargée du suivi des projets;
 - b) à l'établissement d'une garantie pour un montant correspondant à la deuxième annuité versée, plus les intérêts de retard.
7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant budgétisé pour chaque annuité est de 675 millions de pesetas.

Le financement de ces aides est imputé sur les crédits figurant dans la section 7737 du programme 808 du Budget de dépenses du Département de l'éducation et de la culture.

Le montant des aides versées dans le cadre du présent programme est établi sur la base des règles en vigueur dans l'Union européenne, et en ce qui concerne exclusivement les PME, ne peut pas dépasser, d'une manière générale, 60 pour cent du budget total du projet.

Ces aides sont compatibles avec d'autres subventions ou aides d'administrations ou entités publiques, sous réserve qu'elles ne dépassent pas les limites indiquées plus haut.

8. Durée de la subvention

La durée maximale des projets bénéficiant d'une aide dans le cadre du présent programme est de deux ans à partir de la date où la décision d'octroyer l'aide a été prise.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme d'aides n'a pas d'effets sur le commerce.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: MURCIE

Aides au financement des PME

1. Titre du programme

Aide au financement des PME (n° 264/94).

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les investissements des PME.

4. Fondement et législation

Appel de candidature aux aides publiques de l'Institut de développement de la région de Murcie, publié dans le Journal officiel de la région de Murcie n° 4 du 7 janvier 1997.

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus et/ou bonification d'intérêts de prêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Peuvent être bénéficiaires les entreprises, les personnes physiques ou morales qui n'appartiennent pas aux secteurs faisant l'objet de Directives communautaires et qui exercent des activités dans la région de Murcie (région relevant de l'objectif n° 1), étant donné que les aides au titre de ce programme visent à stimuler le développement régional.

L'octroi de l'aide est subordonné à l'acquittement par les demandeurs de leurs obligations fiscales et de leurs obligations envers la sécurité sociale et les bénéficiaires doivent présenter les documents attestant que l'activité pour laquelle la subvention est accordée a été réalisée.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En 1997, les aides mises en œuvre ou versées au titre de ce programme ont atteint 2 237 millions de pesetas pour un total de 963 entreprises bénéficiaires.

Le plafond est de 50 pour cent équivalent-subvention nette, sauf dans le cas de Carthagène où il peut atteindre 60 pour cent.

8. Durée de la subvention

Le programme porte sur la période 1994-1999 et s'appliquera jusqu'au 31 décembre 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce, compte tenu de son faible montant par rapport au nombre élevé de bénéficiaires (963 entreprises en ont bénéficié).

COMMUNAUTÉ AUTONOME: NAVARRE

1. Aides aux investissements destinés à lutter contre la pollution

1. Titre du programme

Aides aux investissements destinés à lutter contre la pollution.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Prévenir, corriger et contrôler les effets de l'activité industrielle et de l'élevage sur l'environnement.

4. Fondement et législation

Décret autonome n° 168/1997 du 23 juin (Journal officiel de Navarre du 16 juillet 1997).

Décret autonome n° 184/1997 du 4 juin (Journal officiel de Navarre du 28 juillet 1997).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises, associations, personnes physiques ou institutions qui réalisent des projets ou des investissements pouvant bénéficier d'une subvention. Le versement sera fait après justification des dépenses effectuées, du bon fonctionnement des installations et autres formalités.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant budgétisé: 222 000 000 de pesetas.

Montant versé: 160 906 378 pesetas.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Données relatives à la production, à la consommation, aux importations et aux exportations des produits ou du secteur subventionné.

Le programme n'a pas d'effets sur le commerce, compte tenu de son faible montant par rapport à la dimension du secteur.

2. Aides à la recherche et au développement technologique

1. Titre du programme

Aides à la recherche et au développement technologique.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer la compétitivité des entreprises grâce à l'utilisation de technologies dans les procédés de fabrication et dans les produits eux-mêmes.

4. Fondement et législation

Décret autonome n° 2/1982 du 16 septembre.

5. Forme de la subvention

Prêts sans intérêt, remboursables en sept ans avec un délai de grâce de deux ans; le montant de ces prêts ne peut pas représenter plus de 50 pour cent des coûts de recherche-développement.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises industrielles établies en Navarre.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En 1997, pour 56 projets, le montant versé a été de 796 millions de pesetas, soit un montant moyen de 14,21 millions de pesetas par projet.

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Ces données ne sont pas disponibles pour le moment, puisque le suivi des projets porte sur les aspects techniques de ceux-ci.

3. Assainissement et redressement des entreprises en crise

1. Titre du programme

Assainissement et redressement des entreprises en crise.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir les entreprises qui se trouvent en situation de crise et s'efforcent de mettre en œuvre des plans d'assainissement et de redressement qui ont été préalablement analysés et vérifiés.

4. Fondement et législation

Loi autonome n° 1/1985 du 4 mars.

5. Forme de la subvention

- Subventions destinées à l'assainissement et à la restructuration.
- Avances remboursables sans intérêt.
- Bonifications d'intérêts de prêts.
- Garanties de prêts.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises établies en Navarre.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Type	Montant annuel (total)	Montant moyen
Subventions à fonds perdus (1)	3 090	3 090
Avances remboursables sans intérêt (2)	50 000	25 000
Bonifications d'intérêts (20)	161 658	8 082,9
Garanties (4)	270 000	67 500

8. Durée de la subvention

Indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre de nouvelles entreprises ayant bénéficié de ces aides en 1997: neuf.

4. Aides financières à l'investissement et à l'emploi. Bonification d'intérêts de prêts

1. Titre du programme

Aides financières à l'investissement et à l'emploi. Bonification d'intérêts de prêts.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser la création de nouvelles industries et la modernisation des industries existantes.

4. Fondement et législation

Règlement du 23 juin 1982 sur les mesures conjoncturelles de politique industrielle et de promotion de l'investissement et de l'emploi.

Décret autonome du 24 janvier 1986 régissant les bonifications d'intérêts pour les opérations de prêt.

5. Forme de la subvention

- Subvention pouvant représenter jusqu'à 20 pour cent de l'investissement.
- Subvention de 500 000 pesetas par poste de travail fixe correspondant à une augmentation de l'effectif et de 300 000 pesetas par contrat de travail fixe pour autant qu'il n'y ait pas eu de réduction d'effectif.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'industrie manufacturière. Pour les activités relevant des divisions C et D de la CNAE-93. Les bonifications d'intérêts sont accordées aux PME industrielles ayant moins de 250 employés et dont les fonds propres sont inférieurs à 500 millions de pesetas.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Subventions accordées:

Par investissement:	4 678,1 millions de pesetas	Nombre de bénéficiaires:	142
Par emploi:	286,3 millions de pesetas	Emplois générés:	572
Bonifications d'intérêts:	107 millions de pesetas	Nombre de bénéficiaires:	77
		Emploi induit:	1

8. Durée de la subvention

Notre réglementation est conforme aux directives de l'UE.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Il s'agit d'aides à caractère général qui sont octroyées à l'industrie manufacturière pour les activités relevant des divisions C et D de la CNAE-93.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: PAYS BASQUE

1. Accès à la propriété de bateaux de pêche

1. Titre du programme

Accès à la propriété de bateaux de pêche.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aides à l'achat de bateaux de pêche en service.

4. Fondement et législation

Décret n° 228/1996 du gouvernement basque du 24 septembre (Journal officiel du Pays basque du 2 octobre 1996).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Personnes physiques qui relèvent administrativement des Territoires historiques de la Communauté autonome du Pays basque.

Personnes morales dont le siège, la gestion et la direction des affaires sont centralisés en Euskadi et pour lesquelles la part des affaires dans la Communauté autonome du Pays basque excède 50 pour cent.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

454 902 536 pesetas.

8. Durée de la subvention

Délai maximal d'exécution: trois ans.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Compte tenu de la nature de la subvention, il est impossible d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

2. Programme d'aides financières à l'investissement

1. Titre du programme

Prorogation du programme d'aides financières à l'investissement (AFI 97).

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les PME à réaliser des investissements en leur permettant d'accéder aux moyens de financement à des conditions acceptables par rapport à celles qui s'appliquent à leurs concurrents à l'échelle communautaire et en leur offrant un financement à long terme à des taux d'intérêt modérés.

4. Fondement et législation

- Décret n° 95/1994, du 22 février 1994, régissant le programme d'aides financières à l'investissement dans le secteur industriel.
- Ordonnance, du 23 février 1994, du Département de l'industrie et de l'énergie, portant application du Décret n° 95/1994, du 22 février, régissant le programme d'aides financières à l'investissement dans le secteur industriel.
- Ordonnance, du 30 mars 1995, du Département de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche, modifiant l'Ordonnance d'application du Décret n° 95/1994, du 22 février 1994, régissant le programme d'aides financières à l'investissement dans le secteur industriel.
- Décret n° 161/97 (Journal officiel du Pays basque n° 133 du 14 juillet 1997), portant modification du Décret régissant le programme d'aides financières à l'investissement dans le secteur industriel.

5. Forme de la subvention

Bonification d'intérêts sur les opérations de prêt, dans le cadre de l'accord signé avec les établissements financiers.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Peuvent bénéficier de ces subventions:

- les PME industrielles et PME de services techniques aux entreprises industrielles.

Le bénéficiaire devra attester que son projet d'investissement satisfait aux conditions suivantes:

- être viable sur le plan technique, économique et financier;
- être autofinancé à 30 pour cent par l'entreprise;
- ouvrir droit à subvention pour un montant minimum de 10 millions de pesetas;
- être présenté par une entreprise employant au moins trois personnes au moment où l'investissement est effectué, ce seuil restant inchangé pendant une durée minimale de trois ans.

Pour que la subvention lui soit accordée et versée, le bénéficiaire devra prouver qu'il s'est acquitté de ses obligations fiscales et de ses obligations en matière de sécurité sociale.

En outre, il devra démontrer que l'investissement a été effectué et que l'opération financière a été conclue aux conditions fixées dans l'accord signé avec les établissements financiers.

7. Montant unitaire de la subvention, ou dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant engagé: 981 millions de pesetas.

Montant versé: 656, 5 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Ce programme d'aides reste en vigueur tant que des crédits suffisants sont disponibles.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La clôture de l'exercice étant en cours, le tableau présentant la nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) sera communiqué ultérieurement. Il montre que tous les secteurs industriels et de services techniques aux entreprises industrielles sont visés.

3, Programme d'aides liées aux activités de recherche

1. Titre du programme

Programme d'aides liées aux activités de recherche-développement et de recherche technologique dans la Communauté autonome du Pays basque.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997-2000.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif, de type horizontal, est d'imprimer un élan aux activités de R-D et d'innovation dans les secteurs de l'industrie et des services connexes.

4. Fondement et législation

Décret n° 185/1997, du 29 juillet, établissant les mesures d'appui aux activités de recherche, de développement et d'innovation technologique dans la Communauté autonome du Pays basque.

5. Forme de la subvention

Les aides prévues par ce programme sont des subventions non remboursables.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les destinataires de la subvention sont les entreprises industrielles et entreprises de services liés à l'industrie, ainsi que les fondations et groupements interentreprises constitués en vue d'activités ouvrant droit à subvention. La subvention est attribuée en deux parties: 50 pour cent immédiatement,

dès communication de l'approbation, et le reste une fois apportée la preuve que l'activité a été menée à bonne fin.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

3 376 millions de pesetas pour l'exercice 1997.

8. Durée de la subvention

Les subventions sont annuelles et financent donc la réalisation des activités ouvrant droit à subvention menées à bien pendant chaque année civile.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme étant centré principalement sur le secteur industriel et les services connexes, on ne dispose pas de statistiques quant à son incidence sur le commerce.

4. Programme Ekimen d'aides économiques aux investissements productifs et industriels générateurs d'emplois

1. Titre du programme

Programme Ekimen d'aides économiques aux investissements productifs et industriels générateurs d'emplois.

2. Période sur laquelle porte la notification

1996-1998.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir et stimuler des projets d'investissements industriels générateurs d'un grand nombre d'emplois dans la Communauté autonome du Pays basque.

4. Fondement et législation

Décret n° 289/1996, du 17 décembre, régissant le programme Ekimen d'aides économiques aux investissements productifs industriels générateurs d'emplois.

5. Forme de la subvention

Subventions non remboursables et bonifications d'intérêt sur les opérations financières.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Ces aides peuvent être accordées aux entreprises industrielles d'extraction et/ou de transformation ou de prestation de services techniques y afférents, pour des projets d'investissement sur le territoire de la Communauté autonome du Pays basque.

Ne pourront être prises en considération ni les entités de l'Administration de la Communauté autonome, entreprises publiques comprises, ni les entités de recherche technologique sous tutelle.

Le versement de la subvention est subordonné au respect, de la part de l'entreprise, des conditions fixées dans le programme, parmi lesquelles la réalisation effective de l'investissement et la création d'emplois, et dans la Résolution correspondante concernant l'octroi de l'aide.

Pour qu'un projet puisse bénéficier des aides économiques, il doit être mené à bien dans un délai de trois ans et les conditions suivantes doivent être remplies:

- a) le projet doit générer au moins 30 emplois et représenter un investissement ouvrant droit à subvention d'au moins 360 millions de pesetas;
- b) les ressources propres de l'entreprise, à l'exclusion des subventions, doivent représenter au moins 30 pour cent de l'actif total net. Cette condition doit être remplie, et le bénéficiaire doit en produire la preuve, à la clôture du second exercice suivant le démarrage du projet d'investissement et au cours de l'exercice pendant lequel le projet est définitivement achevé;
- c) les investissements et les créations d'emplois à prendre en considération doivent être réalisés par une seule et même entité juridique, et, pour les entreprises qui comptent plusieurs sites de production, sur un seul et même site, sauf s'il est démontré de façon adéquate qu'il s'agit d'un seul et même projet d'investissement;
- d) le projet doit être viable sur les plans technique, économique et financier.

Dans tous les cas, le bénéficiaire doit produire la preuve qu'il s'est acquitté de ses obligations fiscales et de ses obligations en matière de sécurité sociale.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant engagé: 6,106 millions de pesetas.

Subvention versée: 1 056 millions de pesetas.

8. Durée de la subvention

Les demandes d'aides doivent être présentées pendant la période 1996-1998.

Les projets devant être menés à bien dans un délai de trois ans à compter de l'approbation, les investissements et le versement des subventions correspondantes peuvent aller jusqu'à l'exercice 2001.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme, qui vise à encourager les projets de développement des activités industrielles de transformation et/ou les services techniques y afférents générateurs de nombreux emplois, devrait beaucoup contribuer à dynamiser l'activité industrielle basque, et, par conséquent, l'activité économique de la Communauté autonome du Pays basque.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: LA RIOJA

1. Promotion de l'investissement et de la modernisation des PME dans les zones en déclin industriel

1. Titre du programme

Promotion de l'investissement et de la modernisation des PME dans les zones en déclin industriel.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir le développement des zones en déclin industriel, telles que définies dans la Politique régionale communautaire.

4. Fondement et législation

Ordonnance du 6 mai 1994, portant réglementation des aides destinées aux secteurs de l'industrie, du commerce et des services dans les zones en déclin industriel, modifiée par l'Ordonnance du 20 mai 1996.

5. Forme de la subvention

Subvention à l'investissement.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée pour des projets concrets d'investissement dans des entreprises.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant annuel total est de 242 567 460 pesetas.

8. Durée de la subvention

L'Ordonnance portant réglementation des aides est d'une durée illimitée, qui doit cependant toujours s'inscrire dans le cadre de la période de validité de l'objectif n° 2 du Programme opérationnel de La Rioja (1997-1999).

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre de projets: 106. Investissement réalisé: 3 753 176 446 pesetas. Postes de travail: 296.

2. Promotion de l'investissement et de la modernisation des PME dans les zones rurales

1. Titre du programme

Promotion de l'investissement et de la modernisation des PME dans les zones rurales.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir le développement des zones rurales de La Rioja, telles que définies dans la Politique régionale communautaire.

4. Fondement et législation

Ordonnance portant réglementation des aides destinées aux secteurs de l'industrie, du commerce et des services dans les zones rurales. Date de publication au Journal officiel de La Rioja: 14 mai 1994.

5. Forme de la subvention

Subvention à l'investissement.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée en faveur de projets concrets d'investissement dans des entreprises.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant annuel total est de 415 189 515 pesetas.

8. Durée de la subvention

L'Ordonnance portant réglementation des aides est d'une durée illimitée, qui doit cependant toujours s'inscrire dans le cadre de la période de validité de l'objectif n° 5b du Programme opérationnel de La Rioja (1994-1999).

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Nombre de projets: 214. Investissement réalisé: 9 053 000 000 pesetas. Postes de travail: 371.

COMMUNAUTÉ AUTONOME: VALENCE

Aides à Ford España S.A.

1. Titre du programme

Aides à Ford España S.A. (moteur ZETEC-SE), projets 11 à 13.

2. Période sur laquelle porte la notification

1997.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Projets 11 et 11bis: économies d'énergie et protection de l'environnement.

Projet 12: recherche et développement, innovation, et développement régional.

Projet 13: formation de personnel et maintien des postes de travail; développement régional (amélioration du niveau professionnel des travailleurs de la région).

4. Fondement et législation

Projets 11 et 11bis: Loi n° 82/1980, du 30 décembre, sur les économies d'énergie et ordonnances sur le développement.

Projets 12 et 13: Loi de finances du gouvernement autonome de Valence (Décret législatif du gouvernement de Valence du 26 juin 1991).

5. Forme de la subvention

Subvention à fonds perdus.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le bénéficiaire est Ford España S.A.

La subvention est versée sur présentation de justificatifs attestant que l'investissement a été réalisé et/ou que les activités ouvrant droit à subvention ont été menées à bien dans les limites du budget.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Il s'agit d'une subvention *ad hoc*, pour laquelle il n'y a pas de montant unitaire.

Projet 11: "Utilisation plus efficace de l'énergie grâce à des économies d'énergie en usine ainsi qu'à des installations et à la construction d'une nouvelle centrale de cogénération"

L'entreprise a justifié d'un investissement de 1 708 131 905 pesetas, ce qui lui donnait droit à une subvention de 94 288 830 pesetas, laquelle est été versée en totalité au titre de l'annuité 1997.

Projet 11bis: "Utilisation plus efficace de l'énergie, grâce à des économies d'énergie dans les bâtiments et dans les machines"

L'entreprise a justifié d'un investissement de 624 050 000 pesetas, ce qui lui donnait droit à une subvention de 76 400 000 pesetas, laquelle a été versée en totalité au titre de l'annuité 1997.

Projet 12: "Investissements novateurs associés à l'installation d'une nouvelle usine de fabrication de moteurs"

L'entreprise a justifié de la réalisation d'investissements novateurs, de la R-D de produits et de la R-D de procédés d'un montant de 24 541 300 000 pesetas, ce qui lui ouvrait droit à une subvention de 3 148 030 000 pesetas; en raison de difficultés budgétaires, seule a été versée, sur ce montant, la somme de 915 343 000 pesetas, au titre de l'annuité 1997.

Projet 13: "Projet relatif à des activités de formation dans le cadre de la formation professionnelle continue en faveur des travailleurs de l'entreprise Ford"

Au titre du projet 13, 63 464 510 pesetas ont été versées pour financer des activités de formation correspondant à l'annuité 1996, dont le coût total se montait à 126 929 020 pesetas, et 17 937 787 pesetas, pour financer des activités de formation correspondant à l'annuité 1997, dont le coût total s'élevait à 35 875 574 pesetas.

8. Durée de la subvention

1996-2003.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les aides accordées jusqu'à présent visent à améliorer le niveau professionnel des travailleurs de la région par une contribution à la formation professionnelle des travailleurs de l'entreprise Ford España S.A.; on peut donc dire que leur incidence sur le commerce est nulle.
